



FAITS
SAILLANTS
2020



Photographies : Avec la permission des parlements hôtes, ParIAmericas et des organisations partenaires.

TABLE DES MATIÈRES

À PROPOS DE PARLAMERICAS.....	4	RÉALISATIONS DE PLAIDOYER DU FONAMUPP.....	38
MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DE PARLAMERICAS.....	5	PROGRAMME DE FORMATION JEUNES FEMMES DANS LE LEADERSHIP...	40
FINANCES ET ACTIVITÉS.....	6	CAMPAGNE VIDÉO : 16 JOURS D'ACTIVISME CONTRE LA VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE.....	42
CORPS LÉGISLATIFS NATIONAUX REPRÉSENTÉS DANS NOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	7	MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DU RÉSEAU POUR UN PARLEMENT OUVERT.....	43
PARTENAIRES.....	8	ORGANISER DES SESSIONS PARLEMENTAIRES VIRTUELLES.....	44
2020 EN UN COUP D'ŒIL.....	10	LÉGIFÉRER POUR LA REPRISE ÉCONOMIQUE SUITE À LA COVID-19 : DIALOGUE COOPÉRATIF ENTRE LES PRÉSIDENTES ET PRÉSIDENTS DES PARLEMENTS DES AMÉRIQUES.....	48
OUTILS INTÉRACTIFS.....	14	RENFORCER LE CONTRÔLE POLITIQUE DE LA PANDÉMIE COVID-19	52
RESSOURCES ET PUBLICATIONS.....	16	PAS DE CONFINEMENT POUR LA TRANSPARENCE : LANCERMENT DE LA TROUSSE D'OUTILS SUR LA TRANSPARENCE LÉGISLATIVE.....	55
17 ^E ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE.....	17	MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DU RÉSEAU PARLEMENTAIRE SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE.....	57
MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DU RÉSEAU PARLEMENTAIRE POUR L'ÉGALITÉ DES GENRES.....	24	DES RÉPONSES DURABLES POUR UNE RÉCUPÉRATION ÉCONOMIQUE POST-COVID-19.....	58
CONSTRUIRE UNE POSITION COORDONNÉE POUR LES CARAÏBES DANS LES NÉGOCIATIONS SUR BEIJING +25.....	25	RECONSTRUIRE EN MIEUX : UNE REPRISE ÉCONOMIQUE VERTE ET DURABLE.....	60
DES MESURES LÉGISLATIVES POUR PRÉVENIR LA VIOLENCE CONTRE LES FEMMES PENDANT LA PANDÉMIE DE COVID-19.....	28	SENSIBILITÉ AU GENRE ET RÉSILIENCE AUX CATASTROPHES PENDANT LA CRISE DE LA COVID-19.....	63
12 ^E RENCONTRE DU RÉSEAU PARLEMENTAIRE POUR L'ÉGALITÉ DES GENRES DE PARLAMERICAS.....	30		
PROJET DE LEADERSHIP POLITIQUE DES FEMMES.....	34		
PUBLICATION DU CONTE POUR ENFANTS ELENA ET LES FOURMIS : UNE ÉQUIPE À LA RESCOUSSE.....	37		

À PROPOS DE PARLAMERICAS



ParlAmericas est l'institution qui promeut la **DIPLOMACIE PARLEMENTAIRE** dans le **SYSTÈME INTERAMÉRICAIN**



ParlAmericas est composé des **35 ASSEMBLÉES LÉGISLATIVES** des pays d'Amérique du Nord, Centrale et Sud, et des Caraïbes



ParlAmericas facilite l'échange des **BONNES PRATIQUES** parlementaires et promeut le **DIALOGUE POLITIQUE COOPÉRATIF** dans la poursuite des Objectifs de développement durable



ParlAmericas intègre l'**ÉGALITÉ DES GENRES** en préconisant l'autonomisation politique des femmes et l'application d'une perspective d'analyse du genre dans le travail législatif



ParlAmericas promeut les **PARLEMENTS OUVERTS** en renforçant les principes de transparence, responsabilisation, participation citoyenne, et éthique et probité



ParlAmericas encourage les politiques et mesures législatives pour atténuer et s'adapter aux effets du **CHANGEMENT CLIMATIQUE**



ParlAmericas organise des consultations and développe des **PARTENARIATS MULTI-PARTIES PRENANTES** avec des jeunes leaders et des organisations de la société civile



ParlAmericas travaille pour renforcer la démocratie et gouvernance en accompagnant les **PROCESSUS ÉLECTORAUX**



Est basé à **OTTAWA, CANADA**



MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DE PARLAMERICAS



Chères et chers collègues,

C'est un plaisir de m'adresser à vous à l'occasion de la publication des faits saillants de l'année 2020. Bien que cette année ait été pleine de défis et d'obstacles, principalement en raison de la pandémie de COVID-19, ParlAmericas a su s'adapter immédiatement à la nouvelle façon de travailler pour aider les législatrices et législateurs et fonctionnaires des parlements à exercer leurs fonctions législatives durant cette crise profonde. Durant cette période, le travail de ParlAmericas a été aligné avec les Objectifs de développement durable (ODD), en particulier les ODD 5, 13, 16 et 17.

Pour cela, ParlAmericas a développé des outils et des ressources sur la technologie et l'information pour la transition vers des espaces virtuels, en tenant compte des normes et des restrictions imposées pour réduire la propagation de la pandémie. Nous avons également fourni des recommandations de politiques et de mesures législatives pour éradiquer la violence contre les femmes, et partagé des suggestions et des exemples de bonnes pratiques pour renforcer le contrôle parlementaire. Nous avons également présenté des outils spécialisés pour éclairer le travail législatif en matière de résilience climatique avec une approche genrée.

En ce qui concerne notre travail avec les organisations de la société civile, aspect que nous considérons comme vital à notre mission, ParlAmericas appuie le renforcement d'organisations de la société civile œuvrant à l'autonomisation des femmes en politique en Amérique latine et dans les Caraïbes, telles que le Forum national des femmes des partis politiques (FONAMUPP) du Panama et l'Institut caribéen pour le leadership des femmes (CIWiL, de son sigle anglais), à travers un projet financé par le Gouvernement du Canada. Nous avons aussi eu l'opportunité de travailler avec des jeunes et de participer à des discussions avec leurs organisations sur des thèmes qui sont au centre de leurs agendas politiques, comme la lutte contre les effets du changement climatique, l'avenir du marché du travail et l'importance du travail de soin, entre autres. À l'avenir, il sera essentiel de continuer à offrir des espaces pour le dialogue intergénérationnel afin de permettre aux jeunes d'Amérique et des Caraïbes de faire entendre leur voix.

Nous avons également eu l'occasion d'apporter des points de vue parlementaires lors de forums régionaux et internationaux liés aux piliers de notre travail - l'égalité des genres, le parlement ouvert et le changement climatique - par exemple, en tant que membre actif du Groupe de travail interaméricain sur le leadership des femmes, au Réseau pour la transparence parlementaire (OPeN, de son sigle anglais) et grâce au statut d'observateur dans le processus de la Conférence des Parties (COP) à la Convention Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Le travail en ligne nous a permis de renforcer les liens de haut niveau avec des organisations très influentes dans la région, comme la CARICOM, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), et l'Association parlementaire du Commonwealth (APC), entre autres, ainsi que de nous rapprocher les parlements de la région.

Pour conclure, je souhaite souligner que la pandémie et les efforts déployés pour contenir et surmonter ses effets ont mis en évidence notre interconnexion et notre interdépendance mondiales. Dans ce contexte, les espaces multilatéraux de dialogue politique et de coordination des mesures sont fondamentaux.

Dans cet esprit, et conformément à son rôle d'institution de promotion de la diplomatie parlementaire dans le système interaméricain, ParlAmericas continuera de faire appel aux parlementaires de l'hémisphère pour promouvoir le dialogue informé sur des thèmes importants, favoriser l'échange de bonnes pratiques et encourager le dialogue politique coopératif.

Elizabeth Cabezas

Membre de l'Assemblée, Équateur

Présidente de ParlAmericas (2019-2020)

 SUIVEZ-MOI SUR TWITTER [@ELIZCABEZAS](https://twitter.com/ELIZCABEZAS)

FINANCES ET ACTIVITÉS

Les opérations et activités menées par ParlAmericas durant l'année fiscale 2020 ont été financées grâce au soutien de nos parlements membres, nos partenaires et aux généreuses contributions du Gouvernement du Canada par l'entremise d'Affaires mondiales Canada. ParlAmericas souhaite reconnaître et remercier sincèrement les contributions inestimables d'appui, d'expertise, de temps et de voyages des parlements membres, des parlementaires individuel(le)s et des partenaires afin d'assurer la mise en œuvre fructueuse des programmes de ParlAmericas à travers l'année.

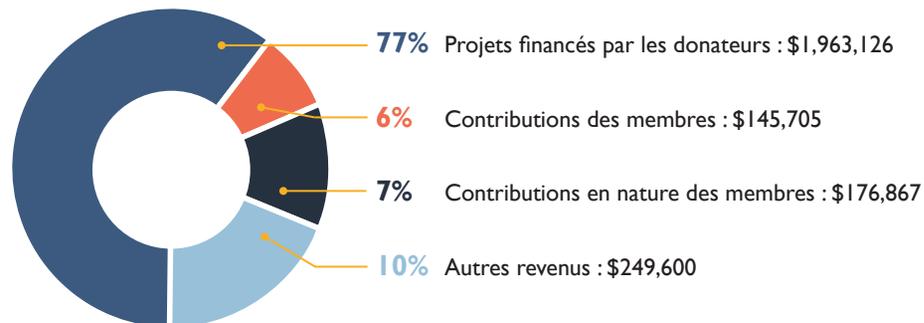
Note : Les contributions en nature dans les états financiers sont enregistrées lorsque les justes valeurs peuvent être estimées de façon raisonnable et que les documents pertinents sont fournis par les parlements membres. Nous reconnaissons que le montant présenté est une fraction de la valeur totale du soutien en nature fourni par les parlements membres dans le cadre des opérations de ParlAmericas. ParlAmericas maintient ainsi un registre de la valeur indicative des contributions totales à la programmation de ParlAmericas.

Voyages neutres en carbone : Au cours de l'exercice 2020 de ParlAmericas (1er octobre 2019 - 30 septembre 2020), le personnel de ParlAmericas a volontairement acheté un total de 88 tonnes de compensations de carbone pour tous les voyages du personnel du Secrétariat international lors des activités de ParlAmericas, et ParlAmericas a acheté 170 tonnes supplémentaires de compensation carbone pour tous les autres vols achetés par ParlAmericas pour la mise en œuvre de nos programmes.

Source : [Les états financiers vérifiés de ParlAmericas](#) à compter du 30 septembre 2020, et le Rapport financier annuel correspondant préparé pour le Conseil d'administration et les parlements membres.

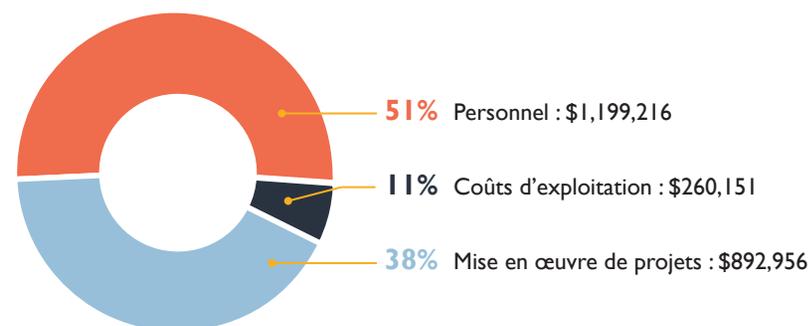
CONTRIBUTIONS

\$2,535,298



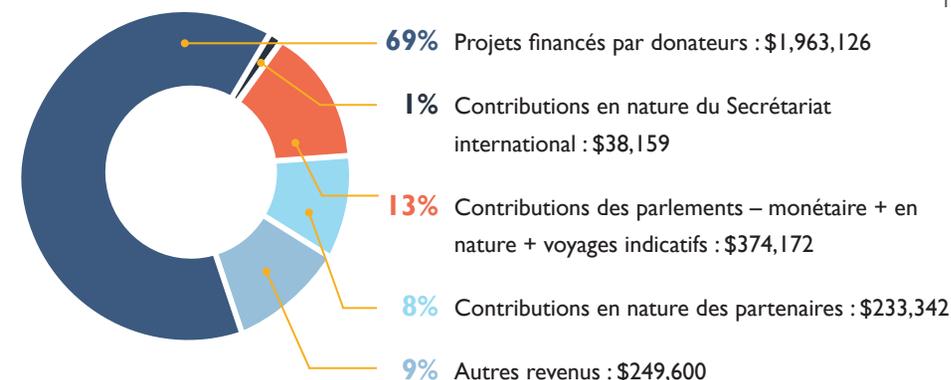
DÉPENSES

\$2,352,323



VALEUR INDICATIVE DES CONTRIBUTIONS TOTALES

\$2,858,399



Tous les chiffres sont en dollars canadiens.

CORPS LÉGISLATIFS NATIONAUX REPRÉSENTÉS DANS NOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Comité exécutif du Conseil d'administration

(octobre 2019 - novembre 2020) :

Elizabeth Cabezas, Présidente

Membre de l'Assemblée nationale, Équateur

Maya Fernández Allende, 2e vice-présidente et présidente du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres

Députée, Chile

Blanca Ovelar, 2e vice-présidente et présidente du Réseau pour un parlement ouvert

Sénatrice, Paraguay

Ana Belén Marín, 2e vice-présidente et présidente du Réseau parlementaire sur le changement climatique

Membre de l'Assemblée nationale, Équateur

ParlAmericas est une organisation dirigée par des parlementaires pour des parlementaires. Son Conseil d'administration est composé de 21 sièges qui représentent les pays d'Amérique du Nord, Centrale, du Sud et des Caraïbes. En outre, le Conseil inclut les membres suivants : le pays hôte de la prochaine Assemblée plénière, la/le président(e) précédent de ParlAmericas, les directeurs(trices) de la Corporation de ParlAmericas, des membres d'office du Secrétariat international de ParlAmericas et du Secrétariat général de l'Organisation des États Américains. Chaque réseau est gouverné par un Comité exécutif élu, composé d'un(e) président(e) et des Vice-président(e)s sous-régionaux représentant l'Amérique du Nord, l'Amérique Centrale et l'Amérique du Sud, et les Caraïbes.

 Pays rejoignant le Conseil d'administration suite à la 17e Assemblée plénière de ParlAmericas, tenue le 27 novembre 2020. Pour se renseigner sur les résultats complets des élections, veuillez consulter la page X. Plus d'informations sur notre Conseil d'administration et nos comités exécutifs sont disponibles sur notre site Web :

<https://www.parlAmericas.org/fr/about/board-of-directors.aspx>



PARTENAIRES

En plus de nos parlements membres, tout au long de l'année dernière, ParlAmericas a collaboré avec des organisations multilatérales et de la société civile dans le but de maximiser les impacts à travers des programmes complémentaires. Nous les remercions d'avoir contribué à nos activités avec leur expertise et leurs ressources, et nous continuerons ces collaborations pour soutenir le renforcement de la démocratie, l'ouverture législative, l'égalité des genres, et le développement durable en Amérique et dans les Caraïbes.

CLIMATE NEUTRAL NOW MEASURE REDUCE OFFSET En avril 2020, l'engagement du Secrétariat international de ParlAmericas à rejoindre l'initiative [Climate Neutral Now](#), avait un an. Cette initiative invite différents acteurs à réduire leurs émissions de GES en suivant une méthode de trois étapes : mesurer les émissions de carbone, les réduire et les compenser. Le Secrétariat international de ParlAmericas a mis en place plusieurs mesures pour réduire son empreinte carbone, allant de la réduction et la réutilisation de matériaux à la compensation des émissions issues de déplacements professionnels via la [Plateforme de compensation carbone des Nations Unies](#). Nous invitons les parlements et les parlementaires souhaitant savoir comment devenir neutres en carbone à lire notre [Guide sur les parlements écoresponsables](#), ou à contacter le Programme de ParlAmericas sur le changement climatique à l'adresse parlAmericasCC@parlAmericas.org.



En 2020 ParlAmericas a continué de soutenir deux mécanismes importants de collaboration stratégique



Le **Groupe de travail interaméricain sur l'autonomisation et le leadership des femmes** a été annoncé lors du 8e Sommet des Amériques (Pérou, avril 2018). Ayant l'objectif de contribuer au progrès régional pour l'atteinte de l'ODD 5 (égalité des genres), le Task Force est un mécanisme de coordination qui renforce les engagements et les stratégies pour promouvoir l'autonomisation et le leadership des femmes. Il est composé d'institutions interaméricaines et internationales clés, qui travaillent dans différents secteurs et à plusieurs niveaux.



Le **Réseau numérique pour un parlement ouvert (OPeN)** a été lancé lors du 5e Sommet mondial du Partenariat pour un gouvernement ouvert (PGO) (Géorgie, juillet 2018). Ayant l'objectif de contribuer au progrès mondial pour l'atteinte de l'ODD 16 (institutions fortes), OPeN offre une tribune aux parlementaires qui défendent l'ouverture législative en servant comme membre du Conseil de leadership parlementaire du réseau. Ces efforts se fondent sur les accomplissements du Groupe de travail pour l'ouverture législative du PGO, en rassemblant des organisations internationales qui sont engagées à promouvoir l'ouverture législative.



Red Latinoamericana por la Transparencia Legislativa



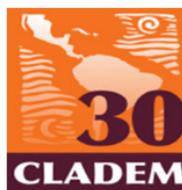
Caribbean Women in Leadership



Comisión Interamericana de Mujeres



Banque interaméricaine de développement



INSTITUTO NACIONAL DEMOCRATA



BANCO DE DESARROLLO DE AMÉRICA LATINA



Commission interaméricaine des droits de l'homme



Secretaría General Iberoamericana

2020 EN UN COUP D'ŒIL

Janvier

21-22

Participation à l'atelier « Renforcer la démocratie à travers la mobilisation de la société civile dans le processus législatif », organisé par Sisters for Change (« Sœurs pour le changement ») et Equality & Justice Alliance (« Alliance pour l'égalité et la justice ») (Castries, Sainte-Lucie)

21-23

Participation à la série d'ateliers régionaux de l'Association des comités des comptes publics du Commonwealth : Caraïbes (Port-d'Espagne, Trinité-et-Tobago)

23-24

Participation à la 11^e Session de la Commission interparlementaire de suivi de l'Alliance du Pacifique (Valparaiso, Chili)

25-31

Participation à la 14^e Conférence régionale sur la femme en Amérique latine et aux Caraïbes, organisée par la CEPAL (Santiago, Chili)

Février

10-11

Réunion régionale : « Construire une position coordonnée pour les Caraïbes dans les négociations sur Beijing +25 », organisée en collaboration avec le Bureau multipays de l'ONU Femmes pour les Caraïbes, le CIWiL, l'Institut pour les études sur le genre et le développement de l'Université des Indes occidentales (Unité Nita Barroz), la Fondation Westminster pour la démocratie, la CARICOM et le Parlement de la Barbade (Bridgetown, Barbade)

Mars

5-6, 9

Initiative de formation : « Jeunes femmes dans le leadership - Trinité-et-Tobago » organisée en collaboration avec le CIWiL et le Parlement de Trinité-et-Tobago (Port-d'Espagne, Trinité-et-Tobago)

16

Lancement du projet d'accompagnement technique avec le Congrès de Colombie sur les parlements sensibles au genre

Remarque : à partir de la mi-mars, toutes les activités se sont déroulées en ligne.

Avril

16

Réunion régionale : « Organiser des sessions parlementaires virtuelles dans le cadre de la pandémie de COVID-19 »

29

Réunion nationale : « Parlement ouvert : expériences en Amérique latine » organisée en collaboration avec l'IRI Panama et l'Assemblée nationale du Panama

30

Signature du Protocole d'entente entre ParlAmericas et le Sénat du Paraguay pour mener un projet d'accompagnement technique sur les parlements sensibles au genre

Mai

- 1 Réunion régionale : « Séances parlementaires virtuelles durant la pandémie de COVID-19 », organisée en collaboration avec l'Association parlementaire du Commonwealth (APC)
- 8 Réunion régionale : « Des mesures législatives pour prévenir la violence contre les femmes pendant la pandémie de COVID-19 »
- 8 Réunion internationale : « Parlements et pandémies : devenir virtuel et rester ouvert à l'ère du COVID-19 », organisée en collaboration avec l'OPeN
- 19 Participation à la réunion « Répondre, restructurer, récupérer : les femmes et la réponse face à la COVID-19 dans les Caraïbes », organisée par le CIWiL
- 21 Participation à la réunion « COVID-19 : pourquoi le leadership des femmes peut-il faire la différence dans la réponse? Défis et opportunités en Amérique et dans les Caraïbes, au-delà de l'urgence », organisée par le Groupe de travail interaméricain sur le leadership des femmes
- 27 Participation à la réunion « Intégrer les dimensions de genre dans la prise de décisions politiques », organisée par l'IRI Panama
- 27 Participation au « Forum andin sur les femmes parlementaires face à la pandémie de COVID-19 », organisé par le Centre de leadership pour les femmes des Amériques

Juin

- 5 Réunion virtuelle des présidentes et présidents des pouvoirs législatifs d'Amérique et de la secrétaire exécutive de la CEPAL Alicia Bárcena : « Légiférer pour la reprise économique suite à la COVID-19 »
- 8 Participation au dialogue virtuel entre les présidentes et présidents des pouvoirs législatifs d'Amérique latine « Légiférer, représenter et exercer le contrôle politique dans la nouvelle normalité », organisé par l'Assemblée nationale de l'Équateur, le GRULAC de l'UIP et l'OEA
- 11 Réunion régionale : « Des réponses durables pour une récupération économique post COVID-19 aux Caraïbes »
- 12 Participation à la réunion « L'importance de lutter contre la violence en politique dans la région [de l'Amérique latine] », organisée par le Réseau des femmes pour la démocratie de l'IRI

Juillet

- 3 Participation à la réunion nationale « L'Assemblée nationale, la transparence et la pandémie », organisée par la Fondation pour le Développement de la liberté citoyenne au Panama
- 6 Réunion nationale : « Parlement ouvert : expériences en Amérique latine », organisée en collaboration avec l'OPeN et le Sénat du Mexique
- 9 Réunion nationale : « Bâtir les fondements du Groupe de femmes députées principales et suppléantes du Panama », organisée en collaboration avec l'IRI Panama et l'Assemblée nationale du Panama
- 10 Réunion avec des fonctionnaires parlementaires : « Protocoles d'action en cas de harcèlement sexuel dans les parlements latino-américains »
- 10 Réunion régionale : « Reconstruire en mieux : une reprise économique verte et durable », organisée en collaboration avec la Chambre des députés du Chili
- 13 Participation à une session de la Commission des réformes constitutionnelles sur un projet de réforme partielle de la Constitution de la République de l'Équateur, qui propose le bicamérisme dans l'institution législative
- 17 Participation au forum « Parlements en Amérique : expériences et défis post-COVID-19 », organisé par le Congrès du Pérou
- 22 Réunion régionale « Sensibilité au genre et résilience aux catastrophes pendant la crise de la COVID-19 », organisée en collaboration avec le Bureau multipays de l'ONU Femmes pour les Caraïbes et le Parlement de Sainte-Lucie

Août

- 17 Réunion régionale : « Actions législatives pour la conservation de la biodiversité marine dans les eaux côtières du Pacifique Sud », organisée en collaboration avec l'Assemblée nationale de l'Équateur
- 20 Participation à la réunion intitulée « Éthique et conduite parlementaire » organisée par le Centre pour les femmes des Amériques
- 21 Réunion régionale : « Renforcer le contrôle politique de la pandémie de COVID-19 » organisée en collaboration avec la Chambre des représentants de l'Uruguay
- 28 Participation à la réunion « La Coopération interparlementaire pour la transformation législative numérique » organisée par Bussola Tech, Brésil

Septembre

- 2 Table ronde régionale : « Soutenir l'adoption nationale d'une planification sensible au genre face aux catastrophes et aux crises » organisée en collaboration avec le Bureau multipays de l'ONU Femmes pour les Caraïbes et le Parlement des Bahamas
- 5 Réunion régionale : « Vers la parité en politique » organisée en collaboration avec le FONAMUPP
- 15 Participation à la réunion « LegisTech pour la démocratie à l'occasion de la Journée internationale de la démocratie » organisée par Bussola Tech, Brésil
- 23 Participation au « 8^e dialogue sur l'Action pour l'autonomisation climatique en Amérique et dans les Caraïbes » organisé par la CCNUCC
- 23, 25 et 2 octobre 12^e Rencontre du RPEG de ParlAmericas, « Concevoir un avenir inclusif en partenariat avec les jeunes », organisé en collaboration avec le Congrès de Colombie et le Parlement de Grenade
- 24 Participation au Forum régional sur le parlement ouvert « Ouverture législative : expériences et défis pour la décennie à venir » organisé par le NDI Colombie
- 28, 30 Participation au colloque international « Transparence et accès à l'information publique en temps de pandémie : perspectives et difficultés », organisé par l'Assemblée législative du Costa Rica

Octobre

- 1 Réunion régionale : « Pas de confinement pour la transparence : lancement de la Boîte à outils sur la transparence législative » organisée en collaboration avec EUROsociAl+ et le RTA
- 27 Participation au « Forum LegisTech 2020 : Conférence mondiale sur la transformation numérique dans le législatif » organisé par Bussola Tech, Brésil
- 27 Participation à la formation « Genre et participation citoyenne » organisée par le FONAMUPP pour le programme de leadership des jeunes Brújula Mujer
- 27, 28, 29 Participation au « Congrès virtuel de l'Assemblée de jeunes du Panama », organisé avec l'Assemblée nationale du Panama et le FONAMUPP
- Du 29 oct au 13 nov Initiative de formation : « Jeunes femmes dans le leadership - Antigua-et-Barbuda » organisée en collaboration avec le CIWiL et le Parlement d'Antigua-et-Barbuda (Saint John's, Antigua-et-Barbuda)
- 30 Réunion internationale : « Œuvrer à un État ouvert » à l'occasion de la Semaine mondiale pour l'ouverture législative (GLOW), organisée en collaboration avec l'OPeN

Novembre

- 3** Lancement de l'enquête sur les expériences de harcèlement sexuel ou au travail, dans le cadre du projet avec le Sénat du Paraguay pour promouvoir des parlements sensibles au genre
- 12** Participation à la réunion nationale « Lancement du 5e Plan d'action pour un Congrès ouvert et transparent de la Colombie » organisée par la Chambre des représentants de la Colombie
- 13** Réunion régionale : « Expériences de modernisation législative en Amérique latine : renforcement de la fonction parlementaire » organisée en collaboration avec le NDI Amérique centrale
- 13** Participation à la 3^e Rencontre andine de jeunes ibéro-américains organisée par l'organisation Jóvenes Iberoamericanos (« Jeunes ibéro-américains »)
- 16, 20, 27** 17^e Assemblée plénière de ParlAmericas, « Vers une économie circulaire », organisée en collaboration avec l'Assemblée législative du Costa Rica
- 23** Réunion régionale : « Nellie talks : des femmes politiques extraordinaires » organisée en collaboration avec l'Ambassade du Canada au Panama et l'IRI Panama
- 25** Participation à la « 1^{ère} Rencontre internationale pour un agenda pour les femmes parlementaires » à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, organisée par la membre du Congrès Arlette Contreras (Pérou)
- 25** Lancement de la campagne vidéo des 16 jours d'activisme contre la violence de genre, en collaboration avec l'ONU Femmes, le FONAMUPP et le CIWiL

Décembre

- 3** Participation au séminaire international « Le Rôle du pouvoir législatif dans l'évaluation des politiques publiques » organisé par la Chambre des députés du Brésil
- 7** Participation au séminaire international « Justice constitutionnelle et parlement ouvert », organisé par l'Institut national de la transparence, l'accès à l'information et la protection des données personnelles (INAI) du Mexique

OUTILS INTERACTIFS

ParlAmericas a un certain nombre de nouveaux outils en ligne améliorés permettant aux parlementaires d'accéder à des informations et des ressources spécialisées.

Podcast de ParlAmericas

Le podcast ParlAmericas est disponible sur [iTunes](#), [Google Podcasts](#) et [Spotify](#) ; abonnez-vous pour écouter des épisodes de présentations et de panels enregistrés lors d'activités organisées dans tout l'hémisphère. Chaque épisode est également disponible sur le site web de ParlAmericas à l'adresse www.parlamericas.org/en/resources/podcasts.aspx.

En 2020, les épisodes comprenaient des présentations d'expertes et d'experts renommés et de personnalités politiques de premier plan qui ont partagé leurs points de vue sur des questions d'actualité, par exemple :

- [Entrevue des conférenciers d'honneur du PNGE : Soutenir le leadership politique des femmes par des partenariats intergénérationnels](#), avec l'honorable Jean Augustine et la présidente de CIWiL-Trinidad et Tobago, Mme Ashlee Burnett.
- [Réponses durables pour une reprise économique post COVID-19 : Réunion en ligne pour les parlementaires des Amériques et des Caraïbes](#), avec des experts régionaux et l'ambassadeur Irwin LaRoque, secrétaire général de la CARICOM.
- [Transformer les sociétés grâce à la progression de la mise en œuvre des objectifs de développement durable](#), avec l'administrateur du PNUD, M. Achim Steiner.

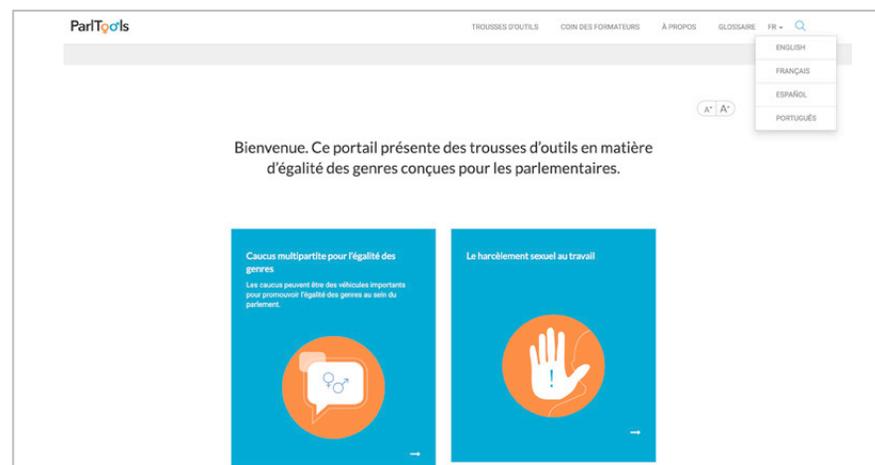


Portal sur l'égalité des genres - ParlGenderTools

ParlGenderTools est un espace interactif en ligne d'apprentissage autoguidé qui propose des boîtes à outils sur les questions d'égalité des genres, conçus pour les parlementaires. Chaque boîte à outils comprend des vidéos, des données et des ressources spécialisées, ainsi que des liens avec des cadres réglementaires régionaux et internationaux. Ce portail permet également aux parlementaires de partager les pratiques efficaces appliquées dans leur parlement et liées aux thèmes des boîtes à outils, facilitant ainsi l'échange de connaissances dans la région.

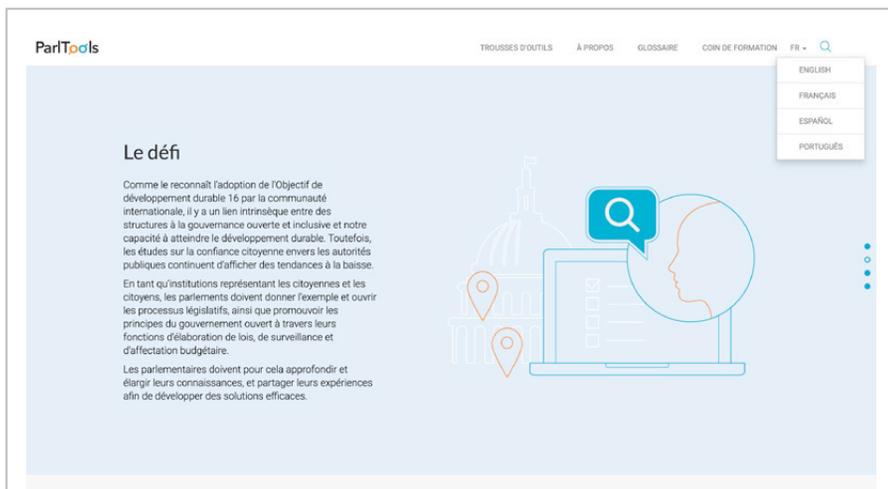
Les boîtes à outils actuelles sont disponibles dans toutes les langues de ParlAmericas et se concentrent sur : les caucus pour l'égalité des genres, les alliés masculins pour l'égalité des genres, la fin du harcèlement sexuel sur le lieu de travail et le congé parental. Des trousseaux d'outils supplémentaires continueront d'être ajoutés en réponse aux problèmes prioritaires identifiés par les parlementaires.

Ce portail est une initiative conjointe avec le Bureau multipays de l'ONU Femmes pour les Caraïbes. Son contenu en anglais est spécialement conçu dans le cadre de ce partenariat pour les parlementaires des Caraïbes anglophones. www.parlgendertools.org/fr/



Portail sur le parlement ouvert - ParlTools

Le Portail sur le parlement ouvert est une plateforme en ligne conçue pour les parlementaires, le personnel parlementaire et les praticiennes et praticiens du renforcement parlementaire dans les Amériques et les Caraïbes. Il fournit des informations sur l'ouverture législative et un espace pour échanger des connaissances et des expériences dans l'hémisphère par des vidéos, des infographies, des présentations et des ressources externes. Ce portail comprend des boîtes à outils élaborés par ParlAmericas pour appuyer la mise en œuvre des principes du parlement ouvert, suivant les piliers de la Feuille de route pour l'ouverture législative de ParlAmericas : transparence et accès à l'information publique, responsabilité, éthique et participation citoyenne, qui est la première de ces boîtes actuellement disponible en ligne. Il fournit des ressources utiles pour toute personne en recherche d'inspiration ou d'orientation pour élaborer et mettre en place un Plan d'action pour un parlement ouvert ou des initiatives d'ouverture spécifiques. Les utilisateurs peuvent également y partager des pratiques et mécanismes d'ouverture actuellement en place dans la région, ainsi que consulter un glossaire définissant des concepts importants. www.parltools.org/fr/



Outil d'engagements pour un parlement ouvert

L'Outil d'engagements pour un parlement ouvert est un espace en ligne permettant aux utilisateurs de visualiser, comparer, télécharger et suivre la progression des parlements dans leurs engagements pour un parlement ouvert. Il présente les engagements présentés par les délégations parlementaires lors des rencontres annuelles du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas, ainsi que ceux inclus dans les Plans d'action pour un parlement ouvert et les engagements législatifs des Plans d'action pour un gouvernement ouvert, présentés au Partenariat pour un gouvernement ouvert. Ces engagements peuvent être explorés par pays et par les piliers du parlement ouvert : transparence et accès à l'information, responsabilité, participation citoyenne et éthique. La progression dans chaque engagement est rapportée par les parlements et affichée grâce à un système de feux tricolores, avec une description des actions achevées à ce jour et des liens vers des informations supplémentaires. Cet outil montre les efforts importants entrepris par les parlements de notre hémisphère pour renforcer leurs institutions, et encourage l'adoption de nouveaux engagements à promouvoir l'ouverture, et sert de guide en fournissant des exemples et des idées de nouvelles initiatives.

[https://www.parlamerica.org/fr/open-parliament/parl-comm-tracker.aspx/?/](https://www.parlamerica.org/fr/open-parliament/parl-comm-tracker.aspx?/)

Outil d'engagements pour un parlement ouvert

Aperçu

Les parlements à travers les Amériques et les Caraïbes s'efforcent d'ouvrir leurs institutions à travers la mise en œuvre d'engagements adoptés à l'initiative d'un Plan d'action pour un parlement ouvert, un Plan d'action pour un gouvernement ouvert, ou une soumission à ParlAmericas.

Cet outil permet aux utilisateurs de visualiser, comparer, télécharger et suivre le progrès des parlements envers l'atteinte de leurs engagements pour un parlement ouvert, à l'aide d'un modèle de feu de circulation.

Information non disponible Non débuté Débuté mais non atteint En cours ou partiellement atteint Atteint

Méthodologie

Cet outil contient des engagements adoptés par les parlements membres à travers une des méthodes suivantes :

- Engagements dans un Plan d'action pour un parlement ouvert adopté par la législature, soit en tant que plan indépendant ou en tant qu'annexe au Plan d'action de l'Alliance pour un gouvernement ouvert de leur pays
- Engagements législatifs adoptés par la législature et inclus dans le Plan d'action de l'Alliance pour un gouvernement ouvert de leur pays
- Engagements présentés par une délégation parlementaire lors d'une rencontre du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas

Le progrès vers l'atteinte de chaque engagement est mesuré par le parlement respectif et rapporté par ParlAmericas. Le texte des engagements a été pris mot pour mot de la documentation officielle du parlement respectif et traduit lorsque nécessaire.

Engagements par pilier

Voir tous les engagements parlementaires par thématique selon le pilier de la Feuille de route vers la transparence parlementaire de ParlAmericas.

Responsabilité Participation citoyenne Éthique et probité Planification stratégique Transparence et accès à l'information publique

Engagements par parlement

Voir tous les engagements parlementaires par pays.

	Quatrième Plan d'action national pour un gouvernement ouvert 2019-2021 4e Rencontre du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas 2019-2020 Troisième Plan d'action national pour un gouvernement ouvert 2017-2019	Engagements Engagements
	Quatrième Plan d'action national 2018-2020 Troisième Plan d'action national 2016-2018	Engagements Engagements
	4e Rencontre du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas 2019-2020	Engagements
	Quatrième Plan d'action pour un gouvernement ouvert 2018-2020 Plan d'action pour un parlement ouvert 2017-2018 Plan d'action pour un parlement ouvert 2014-2016	Engagements Engagements Engagements
	Quatrième Plan d'action pour un Congrès ouvert et transparent (Chambre des représentants) 2019-2020 Troisième Plan d'action pour un Congrès ouvert et transparent (Sénat) 2018-2019 3e Rencontre du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas 2018-2019 Troisième Plan d'action national (Sénat) 2017-2019 Troisième Plan d'action pour un Congrès ouvert et transparent (Sénat) 2017-2018 Deuxième Plan d'action pour un Congrès ouvert et transparent (Chambre des représentants) 2017-2018 Premier Plan d'action pour un Congrès ouvert et transparent (Sénat) 2016-2017	Engagements Engagements Engagements Engagements Engagements Engagements
	Plan d'action pour un État ouvert 2019-2021 Plan d'action du Partenariat pour un gouvernement ouvert 2017-2019 Plan d'action pour un parlement ouvert 2016-2017 Plan d'action pour l'ouverture législative 2015-2016	Engagements Engagements Engagements Engagements

RESSOURCES ET PUBLICATIONS

ParlAmericas élabore des ressources spécialisées pour les parlementaires en ligne avec les sujets abordés par chacun de ses réseaux et ses activités. Ces matériaux sont mis à disposition lors de nos réunions et par le biais de notre site web.

ÉQUALITÉ DES GENRES

Manuel de planification pour les catastrophes et les crises dans les Caraïbes avec une perspective de genre (disponible en anglais)



COVID-19 : Une analyse de l'agenda législatif et le centrage de l'égalité des genres dans les réponses législatives



PARLEMENT OUVERT

Trousse d'outils pour la transparence législative



Renforcer la responsabilité grâce à l'ouverture budgétaire : Trousse d'outils pour les parlementaires des Amériques et des Caraïbes



CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Guide pour soutenir une reprise économique verte suite à la COVID-19



Guide sur les parlements ecoresponsables : Des mesures pour favoriser les pratiques durables au sein des parlements



COVID ET PARLEMENTS

Guide pour soutenir une reprise économique verte suite à la COVID-19



COVID-19 : Le défi d'adapter et de renforcer le rôle des parlements



Compendium de mesures législatives et exécutives des Amériques et des Caraïbes en réponse à la COVID-19



La COVID-19 et le rôle du parlement pendant une pandémie



17^E ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE

#ParlAmericas2020

THÈME : L'économie circulaire

DATES : 13, 16, 20, et 27 novembre

LIEU : En ligne, organisée par l'Assemblée législative du Costa Rica

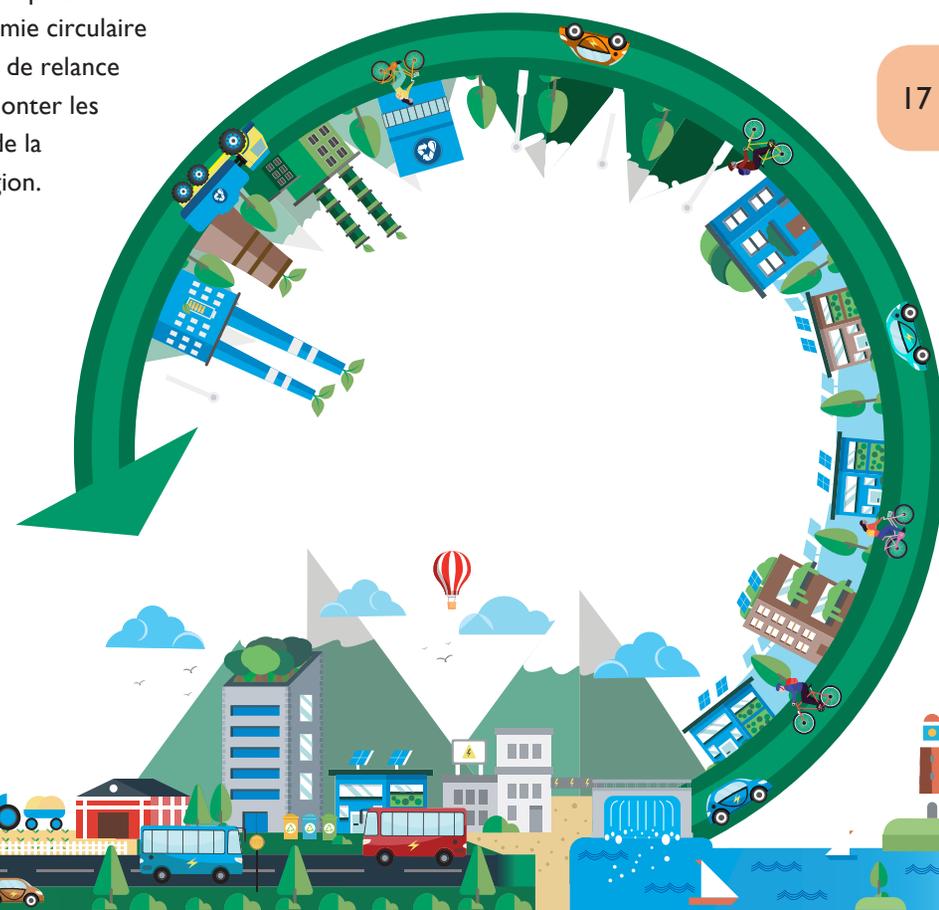
PARTICIPANTS : Plus de 110 parlementaires, membres du personnel parlementaire, jeunes délégués, ainsi que représentantes et représentants de la société civile et d'organisations internationales provenant de 25 pays



Cette activité s'aligne avec les ODD 8, 9, 10, 12, 13 et 14.

La 17^e Assemblée plénière de ParlAmericas, intitulée *Vers une économie circulaire*, organisée virtuellement par l'Assemblée législative du Costa Rica les 13, 16, 20 et 27 novembre, a comporté une série d'activités dédiées à l'économie circulaire, une approche systémique du développement durable conçue pour bénéficier la société, l'environnement et l'économie. Ces événements ont rassemblé des parlementaires, des membres du personnel parlementaire, des jeunes militants, des représentants de la société civile et des spécialistes en la matière pour discuter de l'importance de l'économie circulaire et sa pertinence dans les processus de relance économique nécessaires pour surmonter les graves impacts socioéconomiques de la pandémie de COVID-19 dans la région.

Cette année, les rapports annuels de la présidente de ParlAmericas et des trois présidentes de réseaux de travail ont été présentés par [vidéo](#) et partagés avec les parlements membres. Les rapports des plénières ont été suivis de deux sessions de travail portant sur le concept général de circularité, les bonnes pratiques pour parvenir à une économie circulaire et les facteurs sociaux, économiques et environnementaux à prendre en compte pour parvenir à une transition juste.



Députée **Elizabeth Cabezas** (Équateur), présidente de ParlAmericas



Sénatrice **Blanca Ovelar** (Paraguay), présidente du Réseau pour un parlement ouvert



Députée **Maya Fernández Allende** (Chili), presidenta de la Red Parlamentaria para la Igualdad de Género de ParlAmericas



Membre de l'Assemblée **Ana Belén Marín** (Ecuador), présidente du Réseau parlementaire sur le changement climatique

La session de travail en anglais et en français du 16 novembre a débuté avec un discours de bienvenue de la membre de l'Assemblée nationale **Elizabeth Cabezas** (Équateur), présidente de ParlAmericas, de la députée **María Inés Solís** (Costa Rica), membre du Conseil d'administration de ParlAmericas, et de l'honorable **Bridgid Annisette-George** (Trinité-et-Tobago), présidente de la Chambre des représentants et membre du Conseil d'administration de ParlAmericas.

Leur conversation a répondu à des questions sur l'importance d'une économie circulaire dans le contexte socioéconomique actuel causé par la COVID-19, les stratégies pour mener une transition juste et inclusive, l'importance d'une économie bleue pour diversifier et créer des emplois, les bonnes pratiques pour atteindre la circularité, le financement d'options, et l'application de modèles circulaires dans l'industrie du tourisme. S'est ensuivi une session de dialogue où les parlementaires, le personnel parlementaire et de jeunes activistes ont échangé des idées et des projets sur l'économie circulaire et ont posé des questions aux panélistes.

Lors de la séance de travail en espagnol et en portugais qui s'est tenue le 20 novembre, la députée **Paola Vega** (Costa Rica), vice-présidente pour l'Amérique centrale du réseau parlementaire ParlAmericas sur le changement climatique, a souhaité la bienvenue aux participants ainsi qu'à Mme Cabezas en tant que présidente de ParlAmericas.

Les intervenantes ont ensuite discuté de la façon dont l'économie circulaire peut servir d'outil pour s'éloigner des approches habituelles, en particulier dans un contexte post-COVID-19, de l'appui que l'ONU peut fournir aux parlementaires pour mener un programme d'économie circulaire, comme illustré par le projet de loi de Mme Cabezas sur l'économie circulaire, des étapes à suivre pour mener une transition vers la circularité, et du fait qu'une telle transition doit suivre les principes de justice et d'égalité. Des parlementaires, des fonctionnaires parlementaires et des jeunes représentants d'organisations de la société civile ont ensuite échangé sur des initiatives et des projets liés à l'économie circulaire.

La session plénière de clôture du vendredi 17 novembre a été inaugurée par l'honorable **Jorge Luis Fonseca** (Costa Rica), vice-président de l'Assemblée législative et hôte de la 17e Assemblée plénière de ParlAmericas, et par la députée **Elizabeth Cabezas** (Équateur), présidente de ParlAmericas. La députée **María Inés Solís** (Costa Rica), membre du Conseil d'administration de ParlAmericas, a ensuite modéré une période de présentations où chaque parlement a désigné un ou une parlementaire pour faire part de la progression nationale dans la transition vers une économie circulaire et une reprise économique durable et équitable.

Depuis le mois de mars de cette année, les ministères de l'Environnement, en collaboration avec le ministère de l'Économie et la fondation EuroChile, a élaboré une feuille de route pour une économie circulaire sur la base d'un gouvernement ouvert, d'une forte participation citoyenne et d'ateliers de co-création. Cette feuille de route constitue un guide pour promouvoir des politiques et initiatives, des actions et des objectifs pour favoriser la transition vers des chaînes d'approvisionnement plus efficaces et durables, en particulier dans l'utilisation des ressources.



Député **Javier Macaya** (Chili), vice-président pour l'Amérique du Sud du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas





Députée de l'Assemblée nationale **Elizabeth Cabezas** (Équateur), Présidente de ParlAmericas

L'économie circulaire profite à la société, aux entreprises et à l'environnement ; elle offre des alternatives viables et durables pour créer du capital économique, social et naturel, et pour réduire son impact sur les personnes et l'environnement.

Au sein de l'Assemblée législative, nombre de projets de loi peuvent être soutenus pour faire ce saut vers une économie circulaire, notamment des propositions pour améliorer la gestion des déchets, économiser l'énergie et utiliser les ressources de manière durable. Nous devons promouvoir des politiques impliquant tous les secteurs du gouvernement local, des communautés et des partenariats public-privé qui peuvent intégrer ces nouveaux modèles de développement. Cela nous permettra d'atteindre une croissance durable, d'améliorer la compétitivité, de réaliser des économies et même de créer des emplois.



Députée **María Inés Solís** (Costa Rica), membre du Conseil d'administration de ParlAmericas

En ce qui concerne l'économie circulaire et le développement durable en période de COVID-19, l'accent sera mis sur la sécurité alimentaire, l'utilisation efficaces de nos ressources naturelles et les produits qui nuisent à notre environnement naturel. À cet égard, la Guyane a conclu des accords il y a environ 13 ans sur l'utilisation durable de nos forêts et a lancé la stratégie de développement à faible émission carbone. Le dernier gouvernement a également lancé la stratégie de développement vert de l'État. Tous ces programmes sont en phase avec l'économie circulaire.



L'honorable **Manzoor Nadir** (Guyane), président de l'Assemblée nationale

L'économie circulaire signifierait que toutes les couches d'une société peuvent participer à l'effort de développement et d'amélioration des conditions de vie des peuples des Amériques, en tenant compte d'une économie équitable et intégrative. En tant que sénateur et membre de la communauté américaine, je voudrais partager mes préoccupations concernant la tendance des économies qui ne sont pas solidaires avec les plus faibles.... Je suis enclin à vous demander, à vous tous et à moi-même, de travailler pour que le monde devienne un peu plus équitable.



Sénateur **Patrice Dumont** (Haïti)





Députée **Arling Alonso** (Nicaragua)

L'Assemblée nationale du Nicaragua vise à renforcer sa législation en appliquant un principe de globalité, considérant que le modèle d'économie circulaire, ou économie créative, comme nous l'appelons, nécessite plus qu'une loi spécifique. L'économie circulaire est étroitement liée à plusieurs secteurs. Par conséquent, il est essentiel qu'en tant que députées et députés, nous garantissons que tous les textes de loi présentés devant nos commissions et liés à ce sujet soient réformés ou mis à jour pour intégrer cette nouvelle approche.

Au Paraguay, nous avons tenu un forum latinoaméricain sur l'économie circulaire, auquel les autorités gouvernementales ont participé. L'énergie utilisée au Paraguay est à 100 % renouvelable, ce qui constitue une avancée importante. Nous avons également déjà adopté des lois visant une économie durable, comme la loi sur l'utilisation de sacs plastiques dans les supermarchés, ou celle sur la déforestation zéro et la déclaration de zones sauvages protégées.



Sénateur **Amado Florentín** (Paraguay),
membre du Conseil de ParlAmericas

Quand nous serons obligés de réfléchir à de nouvelles façons de faire, nous produirons, distribuerons, achèterons et consommerons sûrement différemment. Ces nouvelles tendances, influencées par nos contraintes nouvelles, semblent aller dans le sens de l'économie circulaire. La fondation Support Recycling Suriname sensibilise la communauté au tri des déchets. Depuis 2015, elle fournit des bacs de collecte pour tous les types de bouteilles et sacs en plastique, et de boîte de conserve au Suriname. L'objectif final est de placer 450 bacs de collecte dans tout le pays.



L'honorable **Marinus Bee** (Suriname),
président de l'Assemblée nationale et membre
du Conseil de ParlAmericas



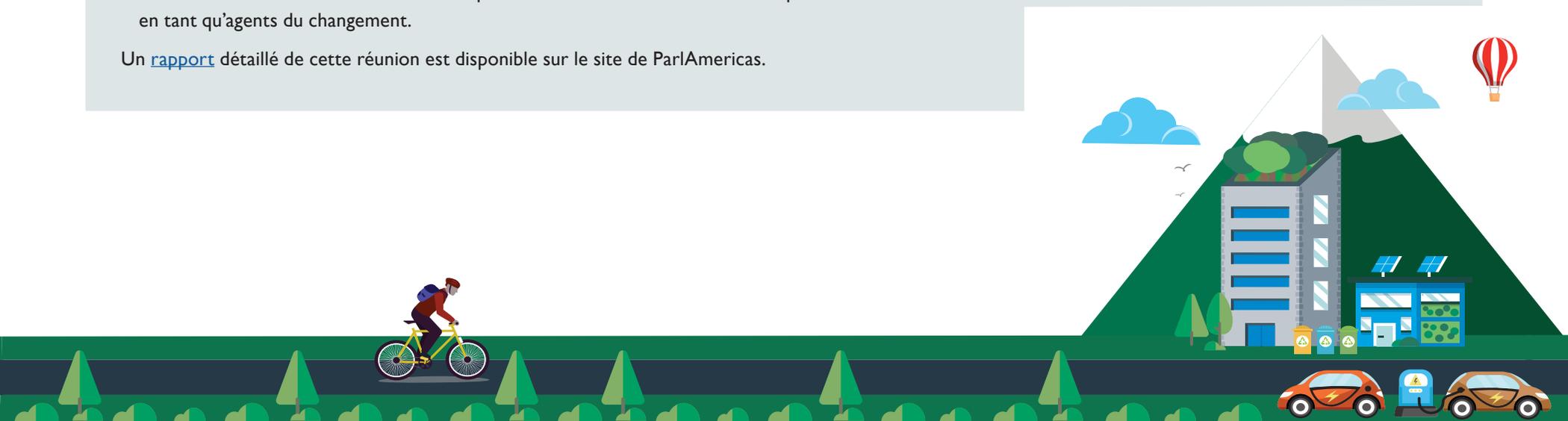
DÉCLARATION

La 17^e Assemblée plénière de ParlAmericas s'est conclue avec la lecture de la [déclaration](#) en espagnol, en français, en anglais et en portugais, par la membre de l'Assemblée législative **Ana Lucía Delgado** (Costa Rica), le député **Marc Serré** (Canada), l'honorable **Alincia Williams-Grant** (Antigua-et-Barbuda), présidente du Sénat, et **Fabio Almeida Lopes** (Brésil), chef du cabinet du Secrétariat des relations internationales de la Chambre des députés, respectivement. Cette déclaration reconnaît les menaces posées par les modèles économiques actuels et démontre l'importance de l'action des parlements pour avancer vers la circularité afin de soutenir un développement plus durable.

Les engagements adoptés dans cette déclaration par les délégations parlementaires incluent les suivants :

- Travailler avec les autorités nationales et locales pour inscrire l'économie circulaire à l'agenda public et promouvoir son importance dans l'atténuation des effets du changement climatique et sa pertinence dans le contexte des plans de relance économique post COVID-19.
- Plaider pour que les autorités compétentes génèrent, compilent et diffusent des informations environnementales désagrégées de manière systématique, régulière, accessible et compréhensible.
- Mettre en place des initiatives et des politiques qui favorisent une transition équitable et inclusive garantissant que les travailleurs des industries non durables ne soient pas laissés pour compte, tels que des programmes de formation, ainsi qu'une assistance technique et financière.
- Adopter la législation nécessaire pour financer la transition vers des modèles économiques circulaires en fournissant des incitations fiscales et budgétaires, ainsi que des stimuli financiers, aux industries qui adoptent des pratiques d'économie circulaire.
- Veiller, par notre fonction de contrôle, à ce que les investissements étrangers soient régis par les mêmes principes de protection de l'environnement et d'économie circulaire que ceux promus au niveau national, et à ce que les multinationales enregistrées et/ou opérant dans notre juridiction respectent les normes internationales les plus élevées en matière de protection de l'environnement.
- Promouvoir l'intégration d'une perspective genrée et d'une approche intersectionnelle dans la discussion et l'analyse des modèles d'économie circulaire, en reconnaissant le rôle des femmes dans la production et la consommation et en promouvant les femmes en tant qu'agents du changement.

Un [rapport](#) détaillé de cette réunion est disponible sur le site de ParlAmericas.



Résultats des élections du Conseil d'administration de ParlAmericas pour 2020-2022 : Présidente et vice-présidente entrantes

Je tiens à remercier tout le monde pour l'énorme honneur qu'ils me confèrent en m'élisant présidente du ParlAmericas Un salut spécial de gratitude et d'affection à la chère présidente sortante, Elizabeth Cabezas, une amie, une dirigeante exceptionnelle et une sœur de la République de l'Équateur qui nous laisse un chemin clairement défini, et surtout, le défi de continuer à renforcer l'action de notre organisation en faveur de l'amélioration des politiques ... La pandémie nous place au centre de ce débat, mettant en évidence avec encore plus de vigueur la nécessité d'une action politique de qualité de la part de nos États, et surtout ce qui nous incombe dans les parlements.



Sénatrice **Blanca Ovelar** (Paraguay), Présidente entrante de ParlAmericas

22



L'honorable **Brigid Annisette-George** (Trinité-et-Tobago), présidente de la Chambre des représentants et vice-présidente entrante de ParlAmericas

C'est la première fois que les Caraïbes anglophones occupent un poste si important dans cette organisation. Je suis impatiente de contribuer guider l'organisation dans la réalisation de ses objectifs, particulièrement dans le contexte de ses trois piliers. Il est absolument nécessaire de travailler et d'avancer dans ces trois domaines dans les pays membres des Caraïbes anglophones, et tout particulièrement dans le domaine du changement climatique.

ParlAmericas remercie la membre de l'Assemblée nationale **Elizabeth Cabezas** (Équateur) pour son leadership et sa vision durant son mandat en tant que Présidente de ParlAmericas.







MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DU RÉSEAU PARLEMENTAIRE POUR L'ÉGALITÉ DES GENRES



Chères et chers collègues,

Cette année a été marquée par la pandémie de COVID-19 et la crise socio-économique causée par ses répercussions. Bien que ces conséquences soient généralisées, les impacts disproportionnés et particuliers de la pandémie sur les femmes et les filles menacent certains progrès et avancées réalisés au cours des dernières années en matière d'égalité des genres.

Dans ce contexte, nous avons organisé plusieurs réunions virtuelles à travers le Réseau parlementaire pour l'égalité des genres (RPEG) pour aborder des sujets d'intérêt pour nos membres. Ces réunions ont été conçues pour répondre à ces problèmes en intégrant une approche de genre, comme la violence de genre, la reprise économique et la résilience face aux catastrophes.

Avant les restrictions imposées par la pandémie, nous avons participé en présentiel à des espaces régionaux de négociations sur l'égalité des genres. En ce sens, j'aimerais souligner la XIVe Conférence régionale sur la femme en Amérique latine et aux Caraïbes, organisée par la CEPAL à Santiago, au Chili. ParlAmericas a également coorganisé une réunion à la Barbade en février pour la coordination du plaidoyer sous-régionale dans le cadre de Beijing+25, thème central de la 64e session de la Commission de la condition de la femme.

À travers le Programme pour l'égalité des genres, ParlAmericas a entrepris des projets au niveau national avec le Congrès de la Colombie et le Sénat du Paraguay pour soutenir le développement d'études techniques en matière d'égalité des genres au sein de ces législatures.

En septembre et en octobre, nous avons célébré la 12e Rencontre du RPEG, organisée avec le Congrès de la Colombie et le Parlement de Grenade. La rencontre intitulée Concevoir un avenir inclusif en partenariat avec les jeunes nous a permis de réunir des leaders représentant une grande variété d'organisations de jeunes pour écouter leurs préoccupations et leurs solutions face à des questions importantes.

ParlAmericas a poursuivi son engagement pour promouvoir le leadership politique des femmes via des projets avec le Forum national des femmes des partis politiques du Panama (FONAMUPP) et l'Institut caribéen pour le leadership des femmes (CIWiL, de son sigle anglais), en proposant un accompagnement technique et en participant à leurs événements et formations.

Grâce au travail de nos collègues, et à la participation et à l'engagement de nos membres, ParlAmericas demeure un espace de référence dans l'hémisphère en ce qui concerne le dialogue et l'échange de bonnes pratiques législatives sur l'égalité des genres et les droits de la personne des femmes et des filles.

Cordialement,

Maya Fernández Allende

Députée, Chili

Présidente du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres de ParlAmericas

CONSTRUIRE UNE POSITION COORDONNÉE POUR LES CARAÏBES DANS LES NÉGOCIATIONS SUR BEIJING +25

#ParlAmericasGEN #Beijing25Caribbean

THÈME : Construire une position coordonnée pour les Caraïbes dans les négociations sur Beijing +25

LIEU : Bridgetown, la Barbade

DATES : 10-11 février 2020

PARTICIPANTS : Plus de 60 parlementaires, ministres, représentants et représentants de structures multilatérales, d'organismes nationaux pour l'égalité des genres et de la société civile, provenant de 18 pays sur les deux jours d'activités



Cette activité s'aligne avec les ODD 5 et 17.

ParlAmericas a organisé la rencontre [Construire une position coordonnée pour les Caraïbes dans les négociations sur Beijing +25](#) en collaboration avec le Bureau multi-pays de l'ONU Femmes pour les Caraïbes, l'Institut pour les études sur le genre et le développement (IGDS) : Unité Nita Barroz de l'Université des Indes occidentales (UWI) à Cave Hill; l'Institut caribéen pour le leadership des femmes (CIWiL); la Fondation Westminster pour la démocratie; et la CARICOM; avec le soutien du Parlement de la Barbade.

La rencontre a débuté officiellement par un discours de bienvenue de la part de Mme **Alison McLean**, représentante du Bureau multi-pays de l'ONU Femmes pour les Caraïbes ; de la Dre Letnie Rock, chef de l'IGDS : Unité Nita Barroz de l'UWI à



Cave Hill; de Mme **Sophia Fernandes**, directrice des programmes du Commonwealth à la WFD; de Mme **Ann-Marie Williams**, gestionnaire adjointe du programme Genre et développement de la CARICOM; de **Lady Anande Trotman-Joseph**, présidente du CIWiL; et de l'honorable Arthur Holder, président de l'Assemblée de la Barbade et membre du Conseil d'administration de ParlAmericas.

Mme Roberta Clarke et la Dre. **Asha Kambon** ont co-facilité la réunion, offrant leur expertise en la matière et leurs compétences dans la création de

coalitions pour les droits des femmes et l'égalité des genres. Tout au long des sessions de travail, elles ont encouragé les participants à concevoir des stratégies qui amplifient le leadership et les expériences des Caraïbes tout en répondant aux préoccupations actuelles de la région.

Cette rencontre de deux jours a rassemblé des parlementaires, des ministres, des représentantes et représentants de structures multilatérales, d'organismes nationaux pour l'égalité des genres et de la société civile provenant de pays de la CARICOM anglophone, pour participer à un

POINTS D'ACTION PRINCIPAUX :

- Augmenter les contributions politiques et techniques aux Déclarations politiques de la CSW et aux autres documents négociés en matière d'égalité des genres, en tenant compte de la nécessité de se concentrer sur les priorités communes de la région des Caraïbes;
- S'assurer que tous les pays des Caraïbes soumettent des rapports de progression en temps opportun aux mécanismes d'examen internationaux et régionaux concernant la Déclaration et le Programme d'action de Beijing; et que ces rapports soient transmis aux OSC locales;
- Faciliter les capacités des parties prenantes régionales à utiliser les principes du leadership transformateur pour établir un terrain d'entente et promouvoir l'égalité des genres;
- Identifier des opportunités stratégiques pour intégrer l'égalité des genres dans les agendas des organismes multilatéraux de prise de décisions.

Je suis profondément conscient que beaucoup reste à faire pour garantir que toutes les femmes et toutes les filles aient véritablement les mêmes chances que les garçons et les hommes. Cela relève de notre responsabilité à tous, aux hommes comme aux femmes.

dialogue et à une coordination consacrés à la Déclaration et au Programme d'action de Beijing en amont des négociations de la 64^e session de la Commission de la condition de la femme (CSW64), prévue en mars 2020. Leurs dialogues ont contribué au développement d'une position sous-régionale unifiée et d'une stratégie de plaidoyer coordonnée.

Les participantes et les participants ont eu l'occasion de reconnaître et d'applaudir le travail de précurseur de Dame Billie Miller et des autres femmes présentes qui ont représenté les Caraïbes à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes. Durant son discours, la ministre Cynthia Forde a cité un extrait de l'allocution prononcée par Dame Miller à la Conférence en tant que vice-première ministre et ministre des Affaires étrangères, du Tourisme et des Transports internationaux à l'époque.

La réunion s'est terminée avec une réception de réseautage pour les participantes organisé par le Forum international des femmes (International Women's Forum ou IWF) - Barbade et le **Bureau multi-pays d'ONU Femmes - Caraïbes**, en collaboration avec **CIWiL** et **ParlAmericas**. Ce fut l'occasion de découvrir les initiatives de l'IWF-Barbade pour soutenir le leadership des femmes dans le secteur des affaires et d'écouter l'expérience de certaines des jeunes femmes qui ont bénéficié de cette programmation.

Un [rapport](#) détaillé sur cette réunion est disponible sur le site Web de ParlAmericas.

La vision audacieuse [de la Déclaration de Beijing] consistant à transformer la vie des femmes et des filles est d'une pertinence renouvelée... Dans le monde entier, des mouvements pour les femmes, dynamisés par de jeunes féministes qui sont à leur tête, remettent en cause le progrès lent et fragmenté, et attendent avec impatience un changement systémique face à ces multiples crises. Nous devons entendre leur voix et agir en conséquence.



Alison McLean, représentante du Bureau multi-pays de l'ONU Femmes pour les Caraïbes



L'honorable **Arthur E. Holder**, président de la Chambre de l'Assemblée de la Barbade et membre du Conseil d'administration de ParlAmericas

En mémoire

Le 1^{er} juin 2020, ParlAmericas a rejoint le bureau multipays d'ONU Femmes - Caraïbes et d'innombrables autres personnes dans la région pour faire le deuil d'Alison McLean, une extraordinaire défenseure, dirigeante et éducatrice de l'égalité des genres. Une [page d'hommage](#) sur la page Web d'ONU Femmes - Caraïbes célèbre sa vie démontrant son engagement à la justice sociale qui continue d'inspirer celles et ceux qui l'ont connue.



DES MESURES LÉGISLATIVES POUR PRÉVENIR LA VIOLENCE CONTRE LES FEMMES PENDANT LA PANDÉMIE DE COVID-19

#ParlAmericasGEN #COVID19

THÈME : Prévention de la violence conjugale en période de distanciation sociale

LIEU : Réunion virtuelle

DATE : 8 mai 2020

PARTICIPANTS : Plus de 70 parlementaires et fonctionnaires provenant de 14 pays



Cette activité est en ligne avec l'ODD 5.



La réunion virtuelle de ParlAmericas, intitulée [Des mesures législatives pour prévenir la violence contre les femmes pendant la pandémie de COVID-19](#), visait à favoriser un échange d'expériences en matière de mesures prises par les parlements pour prévenir et pallier les effets de la pandémie en termes de violence contre les femmes. Des représentantes de parlements d'Amérique latine ont fait part de leurs récentes expériences, après qu'une spécialiste de l'ONU Femmes a présenté des études de nouvelles données indiquant que la violence envers les femmes, et en particulier la violence conjugale, a augmenté dans la région durant la pandémie.

Cette activité virtuelle a été inaugurée par les discours de bienvenue de membre de l'Assemblée nationale **Elizabeth Cabezas** (Équateur) et présidente de ParlAmericas, et de la députée

Maya Fernández Allende (Chili), présidente du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres de ParlAmericas. Mme **Anabella Zavagno**, directrice générale adjointe de ParlAmericas, était chargée de modérer la réunion.

Au cours des présentations, les panélistes ont partagé des informations sur les tendances et les impacts de la COVID-19 sur la violence à l'égard des femmes, et ont souligné les impacts de la pandémie sur différents groupes de femmes. Ils ont également partagé les mesures et les instruments juridiques que leurs gouvernements ont pris pour lutter contre la violence basée sur le genre et les stratégies qui ont été créées pour garantir aux femmes l'accès aux canaux de plainte.



Après les présentations des intervenantes, une période de questions-réponses a été ouverte pour permettre aux participants de faire part d'initiatives mises en place dans leur pays pour prévenir la violence envers les femmes. Un participant a, par exemple, parlé d'un projet de loi en Argentine proposant de déclarer, pour une période de deux ans, tout type de violence basée sur le genre comme une urgence publique. Ce projet prévoit également une allocation financière mensuelle pour les femmes se trouvant en situation d'urgence dû à la violence basée sur le genre.

Pour conclure cette réunion, la parole a été donnée à la députée **Cristina Cornejo** (Le Salvador), qui a proposé de reprendre les pratiques ayant fonctionné dans d'autres pays, de prolonger les congés de maternité, par exemple, ou d'augmenter les peines des auteurs de violence pendant le confinement. Mme Cornejo a toutefois précisé qu'indépendamment de la hauteur des peines, si l'infraction n'est pas poursuivie, le système n'est pas efficace. Dans sa conclusion, elle a également souligné la nécessité de créer des propositions de mesures économiques et sanitaires en tenant compte de la dimension de genre.

Un [rapport](#) détaillé sur cette réunion est disponible sur le site web de ParlAmericas.



Membre de la Chambre des députés **Marcela Sabat** (Chili), vice-présidente (suppléante) pour l'Amérique du Sud du réseau parlementaire ParlAmericas pour l'égalité des genres

Paradoxalement, pour les femmes qui subissent régulièrement des violences, les mesures de confinement destinées à nous protéger de la pandémie les exposent à un risque beaucoup plus élevé car elles sont confinées avec leurs agresseurs. La violence est exacerbée car celles qui avaient des espaces de liberté sont obligées de vivre avec l'agresseur.

La pandémie n'affecte pas seulement la santé, mais aussi l'économie, surtout dans les pays qui ne sont pas de grandes puissances économiques, comme ceux de la région. Le chômage commence à se faire sentir dans certains pays comme l'Équateur, et le chômage entraîne la violence domestique. L'enfermement lui-même peut nous faire ressentir de la dépression et du désespoir lorsqu'il y a de la violence à la maison, ce qui affecte les femmes et les enfants.



Députée de l'Assemblée nationale **Karina Arteaga** (Équateur), vice-présidente pour l'Amérique du Sud du réseau parlementaire ParlAmericas pour l'égalité des genres



Sénatrice **Verónica Camino** (Mexique), vice-présidente pour l'Amérique du Nord du réseau parlementaire ParlAmericas pour l'égalité des genres

La violence contre le personnel de santé a augmenté dans le contexte de la pandémie actuelle. Au Mexique, les infirmières représentent 85 % du personnel qui exerce cette profession. Aux agressions subies par le personnel de santé s'ajoutent le fait d'être une femme, la violence au foyer et les charges domestiques, ce qui élargit le spectre des conséquences de la violence.

La violence politique vécue pendant la pandémie est un sujet complexe. Il est important de ne pas oublier et de ne pas mettre de côté ce que les femmes parlementaires subissent lorsqu'elles élèvent la voix et ne sont pas d'accord avec la façon dont beaucoup de choses sont gérées.



Cristina Cornejo (El Salvador), membre de l'Assemblée législative et vice-présidente pour l'Amérique centrale du Réseau parlementaire ParlAmericas pour l'égalité des genres

12^E RENCONTRE DU RÉSEAU PARLEMENTAIRE POUR L'ÉGALITÉ DES GENRES DE PARLAMERICAS

#ParlAmericasGEN # GenerationEquality

THÈME : Concevoir un avenir inclusif en partenariat avec les jeunes

LIEU : En ligne, organisée par le Congrès de Colombie et le Parlement de Grenade

DATES : 23 et 25 septembre, et 2 octobre 2020

PARTICIPANTS : Plus de 165 parlementaires, fonctionnaires des parlements, jeunes délégués et délégués, et représentantes et représentants de la société civile et d'organisations internationales provenant de 25 pays



Cette activité s'aligne avec l'ODD 5.

La 12^e Rencontre du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres de ParlAmericas a été accueillie virtuellement par le Congrès de Colombie et le

Parlement de Grenade. Elle a réuni des parlementaires et de jeunes leaders de toutes les Amériques et des Caraïbes pour aborder des stratégies visant à atteindre les objectifs d'égalité des genres grâce à la collaboration entre les parlements et la jeunesse. Sous le thème *Concevoir un avenir inclusif en partenariat avec les jeunes*, ces activités en ligne ont favorisé un dialogue proactif sur les principaux objectifs d'égalité des genres, établi l'importance du dialogue intergénérationnel, et mis en avant des mécanismes parlementaires et politiques pour promouvoir l'implication des jeunes.

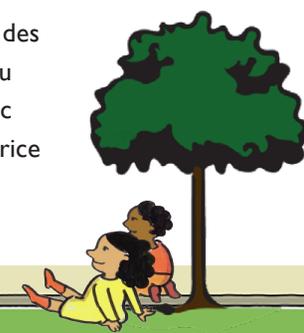
La rencontre a débuté avec la diffusion de deux dialogues intergénérationnels sous forme d'entretiens entre une ancienne parlementaire et une jeune femme leader; l'un en [anglais](#) et l'autre en [espagnol](#). Ces entretiens, qui ont été publiés en format vidéo et podcast pour faciliter le visionnage ou l'écoute, constituent le fondement du thème de cette rencontre sur la promotion de l'égalité des genres



à travers l'engagement des jeunes dans les processus politiques.

Dans l'entretien principal en anglais, Mme **Ashlee Burnett**, jeune leader et activiste pour l'égalité des genres et présidente de la Section de Trinité-et-Tobago de l'Institut caribéen pour le leadership des femmes (CIWiL), échange avec l'honorable Dre **Jean Augustine**, ancienne parlementaire canado-grenadienne, ministre et importante défenseuse de la justice sociale.

Dans l'entretien principal en espagnol, Mme **Solangel Robinson**, jeune leader panaméenne et membre du Forum des femmes dans les partis politiques du Panama (FONAMUPP), discute avec Mme Cecilia López, ancienne sénatrice colombienne et économiste à la remarquable carrière politique.



Pour être adapté aux jeunes, un parlement doit accueillir des jeunes. Proposer un mentorat, leur donner des opportunités. Montrer clairement que ce lieu leur appartient, que ce n'est pas un lieu mystique mais un lieu où on travaille pour le peuple. Les parlementaires doivent ouvrir des espaces aux jeunes volontaires dans leur circonscription pour intégrer leurs contributions.



L'honorable Dre **Jean Augustine**,
ancienne parlementaire (Canada)

Mme **Cecilia López**, ancienne parlementaire
(Colombie)



Le message est très clair : le monde vous appartient [aux jeunes]. Engagez-vous pour éliminer l'inégalité dans notre région. Unissez-vous, en tant que nouvelle jeunesse, et bâtissez une nouvelle Amérique latine.

Les expériences avec les parlements sont très importantes. Quand ParlAmericas et le CIWiL ont organisé le YWiTT, j'étais assise [dans le Parlement de Trinité-et-Tobago, pendant la séance parlementaire historique exclusivement féminine] et je me suis dit : « Je peux vraiment arriver ici un jour. » Je me suis sentie capable. Je crois que ces expériences doivent se produire plus souvent.



Mme **Ashlee Burnett**, activiste pour l'égalité
des genres et président du chapitre CIWiL de
Trinité-et-Tobago

Mme **Solangel Robinson**, jeune leader
et membre du FONAMUPP



Certaines difficultés associées à nos sociétés sont dues à la multiplicité d'idées, de points de vue, d'expériences de vie et d'idéologies, qui existent également parmi les membres de différentes générations. Il est donc nécessaire de renforcer la coopération intergénérationnelle pour atteindre les objectifs communs d'égalité des genres.



Cette rencontre comportait deux sessions de groupes de travail intitulées « Promouvoir des solutions pour l'égalité des genres avec des jeunes partenaires », l'une en anglais le 23 septembre, et l'autre en espagnol le 25 septembre. Ces sessions ont permis aux participantes et participants d'avoir des conversations ciblées sur un sujet qui les intéresse lié à l'égalité des genres, en collaboration avec des collègues parlementaires et des jeunes activistes.

La session en anglais a été inaugurée par les interventions de l'honorable **Chester Humphrey** (Grenade), président du Sénat et co-hôte de la réunion, et vice-président pour les Caraïbes du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres de ParlAmericas; et par l'honorable **Bridgid Anisette-George** (Trinité-et-Tobago), présidente de la Chambre des représentants et membre du Conseil de ParlAmericas. La session en espagnol a débuté avec les discours de l'honorable **Germán Blanco**, président de la Chambre des représentants et co-organisateur de la réunion; et de la membre de la Chambre des députés **Maya Fernández Allende** (Chili), présidente du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres de ParlAmericas.

Après les premiers discours et présentations par des représentantes et représentants d'ONU Femmes en plénière, les participantes et participants ont été répartis dans leurs groupes de travail virtuels respectifs. Chaque groupe était animé par de jeunes activistes travaillant dans différents domaines pour les objectifs d'égalité des genres. Un rapporteur parlementaire de chaque groupe a capturé les principaux points de leur dialogue pour ensuite les présenter brièvement durant la session plénière de la rencontre, la semaine suivante.

Le 2 octobre, la rencontre prévoyait également une session plénière pour tout l'hémisphère, qui a rassemblé les apprentissages tirés d'activités antérieures pour explorer des mécanismes parlementaires et politiques incluant les jeunes et sensibles aux questions de genre. Cette session a été inaugurée par l'intervention de l'honorable **Germán Blanco**, de l'honorable **Chester Humphrey**, de la députée **Maya Fernández Allende**, ainsi que de la membre de l'Assemblée nationale **Elizabeth Cabezas** (Équateur), présidente de ParlAmericas.

Suite à cela, les rapporteuses et rapporteurs parlementaires ont présenté un résumé des principales conclusions de leurs groupes de travail respectifs sur la violence sexiste, la santé des femmes, les STIM et l'avenir du travail, le changement climatique et les catastrophes, la coresponsabilité dans le travail de soins et le leadership des femmes.

Cette session s'est poursuivie avec la table ronde « Adopter des politiques parlementaires incluant davantage les jeunes », qui comprenait des interventions de jeunes leaders et de parlementaires ayant une expérience des initiatives parlementaires inclusives pour les jeunes et les femmes. Ce panel s'est terminé par une période de dialogue ouvert.

La diversité des jeunes doit être prise en compte lorsque l'on propose des politiques publiques pour eux. Nous devons insister sur la nécessité de disposer de données ventilées rendant compte de cet univers vaste et varié de personnes.



Membre de la Chambre des députés **Maya Fernández Allende** (Chili), présidente du Réseau pour l'égalité des genres de ParlAmericas



DÉCLARATION

La 12^e Rencontre du RPEG de ParlAmericas s'est terminée avec la lecture de la [déclaration](#) par la sénatrice **Cathisha Williams** (Grenade) et la membre de la Chambre des représentants **Adriana Matiz** (Colombie). La discussion concernant la déclaration a été suivie d'un discours de clôture de la membre de l'Assemblée nationale **Karina Arteaga** (Équateur), vice-présidente pour l'Amérique du Sud du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres de ParlAmericas.

Les engagements adoptés dans cette déclaration par les délégations parlementaires incluent les suivants :

- Défendre au sein de nos partis la nécessité d'établir des conditions favorables à la participation des jeunes et des jeunes femmes, grâce à des mesures promouvant leur recrutement et leur participation substantielle à des postes de direction, comme des quotas de jeunes et des programmes de mentorat, et la prise en compte de leurs besoins et points de vue dans les statuts et documents programmatiques;
- Intégrer des bonnes pratiques pour rendre nos parlements plus ouverts aux jeunes et à leurs organisations grâce, par exemple, à des programmes de formation visant à augmenter la participation politique des jeunes femmes leaders, et des parlements ou comités de jeunes chargés de généraliser ces points de vue dans les projets de loi;
- Promouvoir l'élaboration et l'adoption de lois jeunesse et allouer le budget nécessaire à leur mise en œuvre, en insistant sur la nécessité de collecter des données ventilées et statistiques sur les jeunes;
- Promouvoir le dialogue intergénérationnel grâce à des espaces démocratiques et participatifs dans lesquels différents groupes sont entendus et pris en compte dans le travail législatif.

Un [rapport](#) détaillé de cette réunion est disponible sur le site de ParlAmericas.

Il ne faut surtout pas perdre ces objectifs de vue pour s'assurer que cette progression se poursuive à l'avenir; donner de l'importance à des voix diverses dans toute prise de décision est essentiel pour garantir que la législation et les politiques que nous adoptons répondent aux besoins variés de notre population.



L'honorable **Chester Humphrey** (Grenade), Présidente du Sénat et vice-présidente pour les Caraïbes du Réseau parlementaire pour l'égalité des genres de ParlAmericas et co-organisatrice de la réunion



L'honorable **Germán Blanco** (Colombie), président de la Chambre des représentants et co-hôte de la réunion

Les jeunes d'Amérique et des Caraïbes ont lancé un appel à l'État et à la société dans son ensemble avec leurs exigences, et les parlements de l'hémisphère, tenant compte de cet appel, ont ouvert leurs portes pour les accueillir et les écouter.

PROJET DE LEADERSHIP POLITIQUE DES FEMMES



En 2018, ParlAmericas a lancé un projet pour promouvoir le leadership politique des femmes en Amérique latine et aux Caraïbes. Ce projet soutient les organisations multipartites de femmes dans leur prestation de programmes qui créent des environnements propices au leadership des femmes en politique et dans d'autres secteurs où elles sont sous-représentées. Ses activités renforcent également les capacités institutionnelles de ces organisations dans le cadre de leur collaboration avec les parlements nationaux, les bureaux pour l'égalité des genres, et des organisations multilatérales, régionales et locales de la société civile.

Via ce programme, ParlAmericas a accompagné l'[Institut caribéen pour le leadership des femmes](#) (CIWiL) et le [Forum des femmes dans les partis politiques du Panama](#) (FONAMUPP). Les initiatives conjointes réalisées avec ces organisations s'appuient sur les réussites de ParlAmericas en matière d'intégration de la dimension de genres et de mobilisation de la société civile.

Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, le CIWiL, le FONAMUPP et d'autres partenaires du projet ont réussi à adapter et à faire évoluer leurs activités vers des formats en ligne ou hybrides en ligne/en personne.

En 2020, les activités du projet incluent :

- des webinaires pour encourager et soutenir les candidatures électorales de femmes;
- des initiatives de formation en ligne pour promouvoir le leadership des jeunes femmes;
- la création de chapitres locaux des organisations partenaires;
- des échanges régionaux de connaissances en ligne; et
- l'élaboration d'outils de communications et de plaidoyer.



FORO NACIONAL DE
M U J E R E S
DE PARTIDOS POLÍTICOS



Le **Forum des femmes dans les partis politiques du Panama (FONAMUPP)** est une organisation non gouvernementale à but non lucratif dont l'objectif est de promouvoir l'égalité des chances et des conditions équitables dans la participation politique des panaméennes. Le FONAMUPP est en activité depuis 25 ans et a joué un rôle important dans la défense de réformes électorales pour la parité.

Résumé des activités de 2020

- 2 procédures de réforme législative nationale affectées
- 11 sessions virtuelles de formation et de sensibilisation tenues
- 4 dialogues régionaux organisés avec d'autres réseaux de femmes dans des partis politiques
- Plus de 630 femmes bénéficiaires des activités du projet



Témoignages de bénéficiaires de la formation du FONAMUPP

« J'ai découvert des outils utiles pour la conception de projet, mais ce que j'ai acquis de plus précieux est l'expérience de faire partie de la lutte pour l'avancement des femmes et contre les inégalités qui existent. »

« Le leadership des femmes garantit un avenir plus prospère. Continuons de travailler ensemble indépendamment des partis ou des groupes politiques que nous représentons. »

« Les ateliers sur les messages politiques nous ont apporté des connaissances sur de nombreuses stratégies positives pour notre avenir en tant que dirigeantes politiques. »



PUBLICATION DU CONTE POUR ENFANTS ELENA ET LES FOURMIS : UNE ÉQUIPE À LA RESCOUSSE

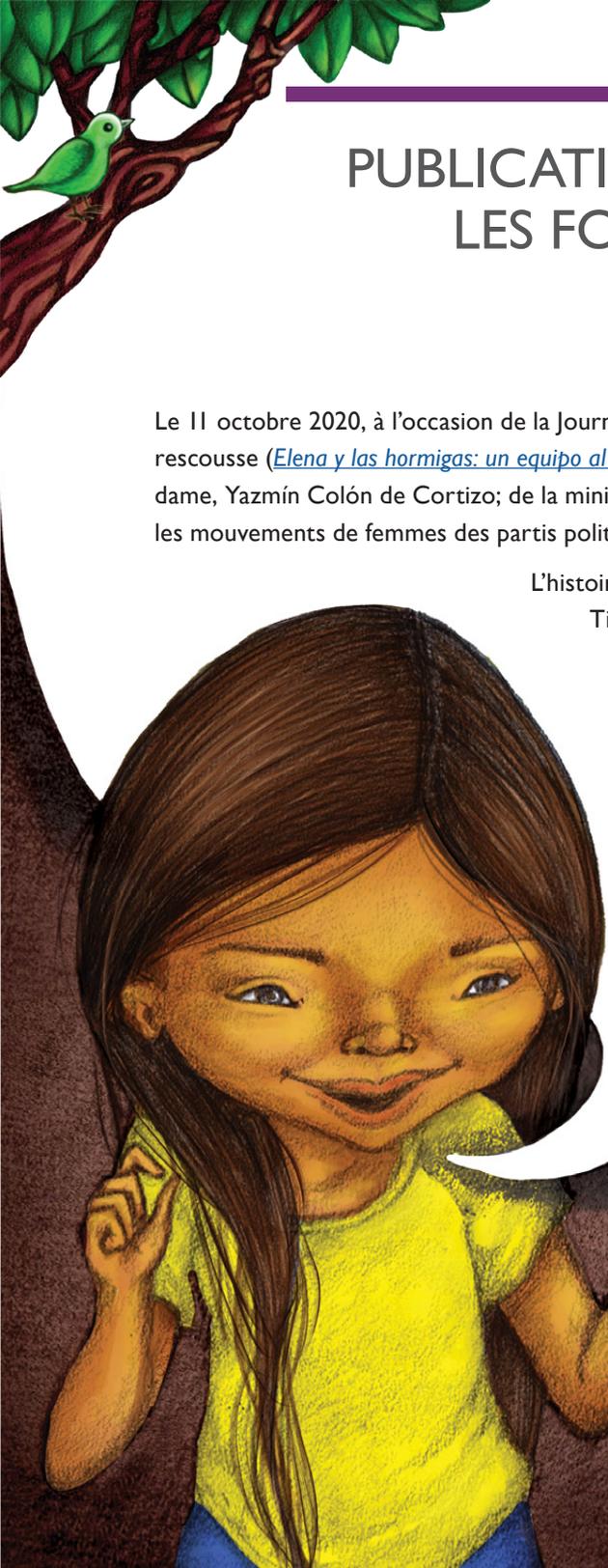


Le 11 octobre 2020, à l'occasion de la Journée internationale de la fille, le FONAMUPP a présenté le conte pour enfants Elena et les fourmis : une équipe à la rescousse (*Elena y las hormigas: un equipo al rescate*) lors d'une diffusion spéciale sur la chaîne de télévision nationale du Panama, avec la participation de la première dame, Yazmín Colón de Cortizo; de la ministre du Développement social, S.E. María Inés Castillo López; et des membres de l'Assemblée nationale qui servent dans les mouvements de femmes des partis politiques du Panama.

L'histoire porte sur le personnage d'Elena, une jeune fille de la région de Ngäbe-Buglé qui déménage dans la communauté d'El Tigre avec sa famille. Atterrée par la pollution qu'elle voit dans la rivière, et inspirée par une rencontre magique avec des fourmis qui lui apprennent la valeur du travail d'équipe, elle décide de mener une campagne pour nettoyer et protéger la rivière Tigre. Elle fait appel au soutien de ses camarades de classe, de ses voisines et voisins, et d'une représentante à l'Assemblée nationale de sa circonscription électorale.

Ce livre, qui sera disponible dans tout le Panama, promeut le leadership des filles et des femmes, l'engagement civique, le travail d'équipe, la protection de l'environnement et le respect de la diversité culturelle. La présidente du FONAMUPP, Juana Herrera Araúz, a déclaré : « Ce conte sera un outil important dans la promotion de modèles de leadership plus inclusifs et collaboratifs dès le plus jeune âge, et pour montrer comment les mécanismes d'engagement civique et politique peuvent tous nous aider à devenir des actrices et des acteurs du changement. »

Cet ouvrage est signé par l'écrivaine panaméenne Lil hArriera, est illustré par l'artiste nationale Martanoemí Noriega, et a été commandé par le FONAMUPP.



RÉALISATIONS DE PLAIDOYER DU FONAMUPP

Participation du FONAMUPP à la procédure d'adoption de la loi 184 sur les mesures pour éradiquer la violence politique contre les femmes

Le 25 novembre, Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, l'Assemblée nationale du Panama a tenu une session à laquelle le FONAMUPP a participé. Elle impliquait l'adoption officielle de la loi 184 sur l'adoption de mesures visant à prévenir, traiter, sanctionner et éradiquer la violence politique contre les femmes.

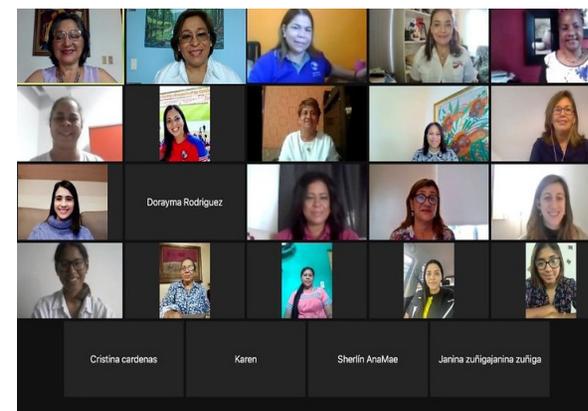
Le FONAMUPP a contribué au succès de cette loi de plusieurs manières : par des propositions pour la rédaction du projet de loi préliminaire, des interventions durant le premier et le deuxième débat, et du lobbying lors du troisième débat. Le FONAMUPP est inclus dans la loi en tant qu'organe consultatif chargé du contrôle et du suivi de sa mise en œuvre.



Le FONAMUPP organise un dialogue avec les présidentes des forums nationaux sur les femmes en politique d'Amérique centrale et des Caraïbes

Le 5 septembre, le FONAMUPP a organisé un dialogue avec les présidentes des forums nationaux sur les femmes dans les partis politiques du Costa Rica, du Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et de la République dominicaine, avec l'appui de ParIAmericas. Cette discussion, comportant un entretien avec **Margarita Stolbizer**, une femme politique argentine ayant une longue carrière en politique, a ciblé des questions relatives à l'impact des lois sur la parité, aux expériences des femmes en politique, et à leur inclusion dans les partis politiques.

C'est l'une des cinq réunions organisées par le FONAMUPP en 2020 avec des représentantes et représentants de forums de différents pays, dans le but de renforcer la coopération régionale et de faciliter l'échange de bonnes pratiques pour augmenter la participation des femmes en politique.





L'**Institut caribéen pour le leadership des femmes (CIWiL)** est un organisme phare de réseautage dédié à la promotion d'un leadership transformationnel et à l'augmentation du nombre de femmes dans le leadership et la prise de décisions dans la vie politique et civique, proportionnellement à la population féminine dans les pays des Caraïbes. Le CIWiL est une institution indépendante et apolitique et un grand défenseur de l'augmentation de la participation des femmes dans le leadership et la prise de décisions dans la région.

Caribbean Women in Leadership

Il travaille avec des activistes, des femmes parlementaires, des professionnels du développement et des organismes nationaux pour l'égalité des genres afin de former et d'aider des femmes de la région souhaitant être élues ou assumer d'autres postes de direction. La vision du CIWiL est de promouvoir le développement durable des sociétés caribéennes en adoptant des principes du leadership transformationnel comme l'égalité des genres, l'équité, la justice économique et sociale, et la durabilité environnementale.



« Ensemble, nous devons définir une stratégie et adopter de nouveaux paradigmes et de nouvelles politiques pour repenser nos approches collectives et réaliser le changement culturel qui s'attaquera directement aux discriminations de genre nouvelles et anciennes, et pour atteindre l'égalité des genres et la parité. »

– **Lady Anande Trotman-Joseph**, présidente du CIWiL

Résumé des activités de 2020

- 5 nouvelles sections nationales créées
- 9 sessions virtuelles de formation et de sensibilisation tenues
- Plus de 95 jeunes femmes leaders rencontrées à travers 2 programmes pour les jeunes
- Plus de 735 femmes bénéficiaires des activités du projet



PROGRAMME DE FORMATION JEUNES FEMMES DANS LE LEADERSHIP

Mujeres Jóvenes en Liderazgo (YWiL) est un programme de formation qui aide les jeunes femmes de 18 à 25 ans à renforcer leurs connaissances, compétences et réseaux pour les propulser sur leur chemin de leadership et dans leurs efforts pour transformer leur communauté. Le YWiL est une initiative conjointe du CIWiL et de ParlAmericas.

Ces initiatives sont organisées dans les pays des Caraïbes en partenariat avec le parlement national, la section du CIWiL (dans la mesure du possible) et d'autres parties prenantes et organisations locales pour les femmes. Ce programme s'achève par une simulation de séance parlementaire, durant laquelle toutes les participantes jouent le rôle d'une parlementaire ou d'une fonctionnaire parlementaire, et mettent en pratique les connaissances acquises durant le programme. Lors des deux activités du YWiL organisées en 2020, le débat était centré sur un projet de budget, qui était un exercice de budgétisation sensible au genre.

Connaissances : Le [leadership transformateur](#), l'égalité des genres et la procédure parlementaire sont les composantes essentielles du programme YWiL. Des informations sont fournies à la fois sur les voies d'accès au leadership, et sur les façons dont les parlementaires peuvent prendre des décisions inclusives qui profitent à l'ensemble de la société.

Compétences : Communiquer efficacement, créer des partenariats et des collaborations solides, et encourager le développement personnel continu sont des domaines importants lors des sessions de renforcement des compétences. Les participantes reçoivent des outils pratiques et une orientation pour agir en tant que leaders de la transformation dans tous les espaces.

Réseaux : Tisser des liens avec des pairs et d'autres femmes leaders de leur pays crée des réseaux de soutien sur lesquels les participantes peuvent s'appuyer pendant le programme et après.





YWiL TRINITÉ-ET-TOBAGO

- Dates : Du 15 février au 9 mars 2020
- Plus de 55 jeunes femmes leaders ont participé au programme YWiLTT organisé en partenariat avec le Parlement de Trinité-et-Tobago sous la direction de l'honorable Bridgid Annisette-George, présidente de la Chambre des représentants
- Visionnez le débat [ici](#)



YWiL ANTIGUA-ET-BARBUDA

- Dates : 29 octobre - 23 novembre 2020
- Plus de 40 jeunes femmes leaders ont participé au programme YWiLAB organisé en partenariat avec le Parlement d'Antigua-et-Barbuda sous la direction de l'honorable Alincia Williams-Grant, présidente du Sénat
- Visionnez la session de la Chambre des représentants [ici](#) ([partie 1](#), [partie 2](#)) et la session du Sénat [ici](#)



CAMPAGNE VIDÉO : 16 JOURS D'ACTIVISME CONTRE LA VIOLENCE BASÉE SUR LE GENRE



Minerva Tavárez Mirabal
(República Dominicana)

En commémoration de la Journée internationale pour l'élimination de la violence faite aux femmes, ParlAmericas a lancé un entretien spécial avec l'activiste et politicienne Minou Tavárez Mirabal, fille de Minerva Mirabal.

L'assassinat de Minerva et de ses sœurs, María Teresa et Patria, est à l'origine de la déclaration du 25 novembre comme Journée internationale pour l'élimination de la violence faite aux femmes. L'héritage de résistance des sœurs Mirabal face à la dictature de Trujillo en République dominicaine continue d'être une source d'inspiration pour les femmes qui œuvrent pour éliminer la violence basée sur le genre à travers le monde.

Durant cet entretien, qui s'est déroulé à la maison-musée des sœurs Mirabal, Mme Mirabal rappelle l'importance de persévérer dans les efforts sociaux et politiques pour éradiquer la violence contre les femmes.

Tout au long des 16 jours d'activisme contre la violence basée sur le genre (du 25 novembre au 10 décembre) en 2020, ParlAmericas a lancé une série de 19 entretiens avec des parlementaires des Amériques et des Caraïbes dans lesquels ils partagent leurs points de vue sur le thème de la campagne Tous UNiS « Orangez le monde : financez, intervenez, prévenez, collectez! »

Ces entretiens - disponibles sur une [liste de lecture YouTube](#) de ParlAmericas - sont le fruit d'une collaboration entre FONAMUPP, CIWiL, le Bureau multi-pays d'ONU Femmes - Caraïbes, et le Bureau régional d'ONU Femmes pour les Amériques et les Caraïbes.





MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DU RÉSEAU POUR UN PARLEMENT OUVERT



Chères et chers collègues,

L'année 2020 nous a apporté de grands défis dû à la pandémie de COVID-19 qui a causé des impacts considérables sur nos systèmes de santé et nos économies. Les parlements n'ont pas été épargnés par cette situation et ont veillé à protéger le public et ses intérêts. Bien que le travail parlementaire ait été difficile dans ce contexte, le Réseau pour un parlement ouvert a su se positionner rapidement et appuyer les législatures de la région sur des questions qui ont été vitales dans ces circonstances, en tenant compte des piliers de l'ouverture législative, à savoir : la transparence, la responsabilité, la participation citoyenne et l'éthique.

Parmi nos activités, je souhaite souligner les réunions sur l'organisation de séances virtuelles dans le cadre de la COVID-19, qui ont permis d'analyser et de partager des expériences dans le but de maintenir le fonctionnement des législatures, qui sont fondamentales pour le système démocratique. De la même manière, étant donné l'importance de conserver l'équilibre des pouvoirs au sein de nos démocraties et de garantir que les mesures adoptées pour faire face à la pandémie aient été mises en place en toute intégrité, nous avons également tenu une réunion interparlementaire sur le contrôle politique.

En vertu de notre mission visant à favoriser l'ouverture législative dans les parlements d'Amérique et des Caraïbes, nous avons organisé une série de réunions nationales pour renforcer et promouvoir davantage les plans et engagements pour un parlement ouvert. Dans cet esprit, nous avons tenu des réunions et apporté notre soutien aux législatures de la Colombie, du Costa Rica, de l'Équateur, du Mexique, du Panama et du Pérou. Ces rencontres ont porté sur l'importance des processus de cocréation et d'une participation active du peuple et de la société civile, ainsi que sur les avantages de miser sur cet agenda qui a permis d'établir des relations de confiance et de collaboration étroite entre le parlement et les organisations de la société civile.

Par ailleurs, à partir des expériences du Brésil, du Chili et de l'Équateur, nous avons élaboré une infographie sur l'organisation de séances parlementaires virtuelles qui fournit des conseils généraux pour la transition vers des séances

plénières et de comité à distance, conformément aux normes internationales. Aussi, nous avons produit deux publications avec la Fondation Directorio Legislativo sur le défi d'adapter et renforcer le rôle des parlements avec une perspective de genre et de parlement ouvert durant la pandémie. Nous avons également eu le plaisir de célébrer le lancement officiel de la Trousse d'outils sur la transparence législative, initiative conjointe avec le Réseau pour la transparence et l'accès à l'information (RTA) et Eurososocial. Fruit d'une année de réunions et de coordination, cette publication aborde des questions clés en matière de transparence active, de demandes d'accès à l'information, de données ouvertes, de communication et d'accessibilité, et de gestion des documents. Ces thèmes explorent en profondeur les recommandations du pilier de la transparence et de l'accès à l'information de la Feuille de route pour la transparence législative de ParlAmericas.

Pour conclure, je tiens à remercier tout particulièrement les représentantes et représentants des parlements qui ont participé à nos activités pour leurs contributions importantes et leur engagement envers ParlAmericas et son Réseau pour un parlement ouvert. J'aimerais également remercier les organisations internationales et les réseaux comme le Réseau latino-américain pour la transparence législative, l'Institut national démocratique, l'Institut républicain international, la fondation Directorio Legislativo, le RTA, Eurososocial et le consortium d'organisations membres de l'OPeN pour leur confiance et leur soutien dans les différentes activités et ressources que nous avons produites ensemble.

Blanca Ovelar

Sénatrice, Paraguay

Présidente du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas

Nouvelle présidente de ParlAmericas, élue par acclamation lors de la 17e Assemblée plénière de ParlAmericas

.....
 SUIVEZ-MOI SUR TWITTER @OVELAR_BLANCA

ORGANISER DES SESSIONS PARLEMENTAIRES VIRTUELLES

#ParIAmericasOPN #COVID19

THÈME : Innovation, sessions virtuelles, modernisation des procédures parlementaires

LIEU : Réunions virtuelles

DATES : 16 avril (espagnol) et 1er mai 2020 (anglais)

PARTICIPANTS : Plus de 140 parlementaires et fonctionnaires des parlements de 33 pays et territoires d'outre-mer lors de deux sessions



Ces activités s'alignent avec l'ODD 16.



Man, et du Royaume-Uni. Au cours de ces réunions, les participantes et participants ont discuté des pratiques et outils que leurs institutions utilisaient pour tenir des séances et des réunions de comités, et pour mener d'autres travaux législatifs nécessaires tout en respectant la distanciation sociale et d'autres recommandations nationales et internationales pour atténuer la propagation du COVID-19.

La session en espagnol a été inaugurée par la membre de l'Assemblée **Elizabeth Cabezas**

(Équateur), présidente de ParlAmericas. Le président de l'Assemblée nationale **César Litardo** (Équateur), a prononcé le discours de bienvenue. Mme **Anabella Zavagno**, directrice générale adjointe de ParlAmericas, était chargée de modérer la réunion. L'inauguration a été suivie par des présentations d'un panel de spécialistes qui ont fourni des exemples de technologies et de processus numériques permettant l'enregistrement à distance et sécurisé de la participation, de l'inscription et du vote aux sessions parlementaires virtuelles et aux réunions

Suite à l'émergence de la pandémie COVID-19, le programme de parlement ouvert de ParlAmericas a rapidement organisé une série de réunions en ligne pour aider les législatures dans leur transition vers la conduite de presque toutes leurs délibérations de façon virtuelle.

La première de ces réunions, qui a eu lieu le 16 avril, a permis une présentation de l'expérience des représentantes et représentants des parlements du Brésil, Chili et Équateur, sous le titre [Organiser des sessions parlementaires virtuelles dans le cadre de la pandémie de COVID-19](#). Celle-ci a été suivie le 1er mai par la [Réunion en ligne sur les séances parlementaires virtuelles durant la pandémie de COVID-19 pour les présidentes et présidents parlementaires et greffiers de parlements anglophones d'Amérique et des Caraïbes](#), organisée en collaboration avec l'Association parlementaire du Commonwealth (CPA), qui a permis de partager l'expérience du Brésil, l'Île de



parlementaires, des réformes constitutionnelles pour garantir la légalité des séances plénières à distance, des règlements et des cadres juridiques pour approuver le télétravail, et des considérations de formation pour faciliter les transitions vers le travail à distance.

Après les présentations des panélistes, il y a eu une période de questions-réponses au cours de laquelle des fonctionnaires de différents parlements de la région ont participé à un dialogue avec les spécialistes invités. Pour conclure cette réunion, la parole a été donnée à la députée **María Inés Solís** (Costa Rica), qui a souligné le travail effectué par les fonctionnaires parlementaires pour permettre aux législatures de maintenir des sessions virtuelles. La membre de l'Assemblée Cabezasa a insisté sur l'importance de continuer à collaborer entre parlements à travers ParlAmericas.

Un [rapport](#) détaillé sur la réunion en espagnol est disponible sur le site web de ParlAmericas.

La session en anglais a été inaugurée par Mme **Alisha Todd**, directrice générale de ParlAmericas, et par M. **Jarvis Matiya**, secrétaire général par intérim de la CPA, qui ont fait part de la disposition des deux organisations à assister les parlements membres dans l'adaptation de leurs pratiques parlementaires afin de continuer à exercer leurs fonctions durant cette pandémie. Cette réunion a été présidée par le sénateur **Ranard Henfield** (Bahamas), vice-président du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas pour les Caraïbes. Les participants ont été rejoints par des experts qui ont partagé l'expérience de leurs parlements respectifs dans la mise en œuvre de séances parlementaires virtuelles.

Suite aux présentations, une discussion a eu lieu au cours de laquelle une représentante ou un représentant de chaque parlement présent à la réunion a eu l'opportunité d'intervenir pour partager son expérience virtuelle ou les considérations qui sont débattues dans leurs parlements à cet égard, et poser des questions aux panélistes. Au fur et à mesure des interventions, les panélistes et les participants ont fourni des commentaires et partagé les bonnes pratiques en réponse à différentes questions. Cette réunion s'est achevée avec le discours de l'honorable **Bridgid Annisette -George**, présidente de la Chambre des représentants de Trinité-et-Tobago, membre du Conseil de ParlAmericas, ainsi que du comité exécutif international de la CPA.

Un [rapport](#) détaillé sur la réunion en anglais est disponible sur le site web de ParlAmericas.

Considérations clés pour organiser des sessions virtuelles :

- Créer des fonctionnalités assurant la sécurité durant l'utilisation d'applications ou d'outils numériques lors des sessions virtuelles;
- Aider les parlementaires et leur équipe durant les sessions à distance en cas de problème ou de question;
- Former les fonctionnaires du parlement et les parlementaires à l'emploi des outils technologiques;
- Poursuivre l'informatisation et la numérisation des procédures parlementaires comme les communications internes et la signature électronique, afin de faciliter la transition vers des séances virtuelles;
- Renforcer l'ouverture législative pour garantir la transparence, la responsabilité, la participation du public, l'éthique et la probité dans la transition vers des procédures parlementaires virtuelles.





Miguel Landeros, secrétaire général de la Chambre des députés du Chili

Chaque pays a sa propre façon de faire et a plus ou moins travaillé sur ce sujet. Nous pensons que ces initiatives doivent se dérouler simplement. Il est important que chaque pays expérimente ses propres processus et situations afin d'adapter ou de créer les outils nécessaires selon son contexte.

Le souci de sécurité est constant. Chaque nouvelle version du système apporte par conséquent de nouvelles caractéristiques de sécurité. La solution du Système de délibération à distance est une réussite et plusieurs votes ont eu lieu, y compris sur une proposition d'amendement constitutionnel qui a été adoptée. Cette réalité est nouvelle pour nous toutes et tous, et nous en apprenons chaque jour. C'est pourquoi il est essentiel d'échanger des expériences comme nous le faisons aujourd'hui durant cette conférence.



Gustavo Vasconcellos Calvacanti, analyste en technologies de l'information à la Direction de l'innovation et des TIC de la Chambre des députés du Brésil

Pour remplir nos devoirs constitutionnels envers la nation, nous, législateurs avant-gardistes et dirigeants transformateurs, devons adapter nos législatures afin de maintenir le système démocratique en vie dans le cœur et l'esprit de notre électorat, nos députés d'arrière-ban et sénateurs, nos médias, nos ONG, nos universitaires et le secteur privé. Nous pouvons poser la question aujourd'hui : votre électorat voit-il votre parlement comme le service essentiel qu'il est? Et votre parlement se voit-il lui-même ainsi?



Sénateur **Ranard Henfield** (Les Bahamas), vice-président pour les Caraïbes du Réseau pour un parlement ouvert de ParIAmericas



Nous avons récemment tenu deux séances pour traiter particulièrement les réglementations et dispositions législatives d'urgence qui ont facilité les réunions virtuelles de la chambre basse. La chambre haute s'est réunie en présentiel en pratiquant la distanciation sociale. Nous avons toutefois encore des inquiétudes concernant les dispositions constitutionnelles et législatives autour des symboles d'autorité durant les sessions virtuelles, et sur l'impact psychologique et émotionnel que le télétravail peut avoir sur les députés et le personnel. Nous recevons également des appels publics à réduire ou suspendre les salaires des parlementaires durant cette période tout en continuant à assurer ce service essentiel.



L'honorable **Alincia Williams Grant** (Antigua-et-Barbuda), présidente du Sénat



L'honorable **Andy Daniel** (Sainte-Lucie), président de l'Assemblée et membre du Conseil de ParlAmericas

Nous nous sommes réunis cinq fois depuis le début de la pandémie et nous avons déclaré un état d'urgence considérant le parlement comme un service essentiel, qui a été prolongé jusqu'à la fin du mois de mai. Nous avons pleinement pratiqué la distanciation sociale au sein du parlement et avons limité le nombre de membres présents dans la chambre au quorum. Nous avons aussi mis en place des rotations pour que tous les membres aient l'opportunité de prendre la parole. En termes de parlement virtuel, notre constitution établit que chaque session parlementaire doit se dérouler dans le lieu défini par le règlement, lequel peut être amendé par le parlement.



LÉGIFÉRER POUR LA REPRISE ÉCONOMIQUE SUITE À LA COVID-19 : DIALOGUE COOPÉRATIF ENTRE LES PRÉSIDENTES ET PRÉSIDENTS DES PARLEMENTS DES AMÉRIQUES

#ParlAmericasSDG #COVID19

THÈME : Reprise économique, développement durable, inclusion

LIEU : Réunion virtuelle

DATE : 5 juin 2020

PARTICIPANTS : Plus de 100 parlementaires, fonctionnaires de parlement et représentantes et représentants d'ambassades provenant de 16 pays



Cette activité s'aligne avec l'ODD 16.

Le dialogue de haut niveau de ParlAmericas intitulé [Légiférer pour la reprise économique suite à la COVID19](#) avait pour objectif d'explorer les réponses législatives et de politiques publiques promouvant une reprise économique durable et équitable, conformément aux objectifs de l'Agenda 2030.

Cette activité a été inaugurée par la membre de l'Assemblée **Elizabeth Cabezas** (Équateur), présidente de ParlAmericas, suivie d'une allocution de Mme **Alicia Bárcena**, secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), sur les impacts socioéconomiques de la pandémie dans la région et les propositions visant à les atténuer. La sénatrice **Rosa Gálvez** (Canada), vice-présidente pour l'Amérique du Nord du Réseau parlementaire sur le



changement climatique de ParlAmericas, a modéré le dialogue de haut niveau entre les présidentes et présidents, ainsi que les vice-présidentes et vice-présidents des législatures qui ont présenté leurs actions et mesures économiques adoptées en réponse à la COVID-19.

Mme **Bárcena** a mentionné que le monde post-pandémique exigera davantage de collaboration et d'intégration d'où la nécessité de concevoir une nouvelle géographie économique pour réduire la dépendance aux produits importés et créer des chaînes de valeur régionales. À cette fin, la région aura besoin de politiques industrielles, et de créer des secteurs stratégiques différents pour éviter de cibler uniquement les économies primaires de la région, dans le but d'ajouter de la valeur à ce qui est produit à travers l'innovation technologique. Mme Bárcena a ajouté qu'un marché régional intégré comprenant 650 millions d'habitants

serait très fort et permettrait d'atteindre l'échelle requise et la résilience nécessaire pour éviter les chocs à venir. Enfin, elle a souligné l'importance de renforcer la confiance du public avec un nouveau régime de protection sociale universelle, résultat d'une gouvernance inclusive et durable conforme à l'Agenda 2030.



La présentation de Mme **Bárcena** a été suivie d'un dialogue de haut niveau convoquant des présidentes et présidents, ainsi que des vice-présidentes et vice-présidents des législatures de 15 pays du continent. Les autorités ont exposé les mesures prises par leur institution en matière de reprise économique pour soutenir les travailleuses et travailleurs, les petites et moyennes entreprises, les ressources du secteur de la santé et des familles, et les populations vulnérables, entre autres.

Pour conclure cette réunion, Mme. **Cabezas** a remercié les présidentes, présidents, et vice-présidentes et vice-présidents des parlements invités pour leur participation. Elle a aussi souligné l'importance de l'union entre les pays pour renforcer les mesures adoptées face à la conjoncture actuelle complexe.

Un [rapport](#) détaillé sur cette réunion est disponible sur le site web de ParlAmericas.

Considérations clés pour le travail parlementaire en matière de reprise économique dans la région :

- Favoriser un accès à l'information plus important et de meilleure qualité, rapide et fiable, permettant au peuple de participer aux décisions qui le concerne.
- Continuer à promouvoir des mesures de contrôle politique pour garantir la transparence dans l'exécution de mesures gouvernementales, ce qui contribuera à informer la société civile sur ces mesures et renforcera la confiance de la population envers les réponses publiques.
- Créer des canaux institutionnels de dialogue et d'influence de la société civile, nécessaire pour orienter le processus après la crise.
- Construire des accords politiques redéfinissant le modèle économique actuel, et convoquer un grand pacte social pour un régime de protection sociale plus inclusif.
- Réformer les systèmes de sécurité sociale et les politiques sur l'économie du soin afin d'améliorer la protection sociale et favoriser les systèmes de santé et éducatifs pour atteindre une couverture universelle et de qualité des biens et des services publics.
- Débattre et effectuer des modifications au niveau fiscal pour créer des systèmes d'imposition plus progressifs et avec une plus grande collecte d'impôts sur le revenu.



Il est essentiel de renforcer le travail des parlementaires. Nous avons vu ici qu'il existe un large consensus parmi vous toutes et tous sur la manière de répondre à la pandémie, avec un sentiment d'urgence et d'opportunité, et de manière très directe. Lorsque les gens demandent : "Que faisons-nous en premier ?", je réponds que nous devons protéger les secteurs vulnérables de la société, protéger les revenus des gens, ce qui est très important, et protéger notre capacité de production. Enfin, nous devons penser à construire un meilleur avenir pour nos populations grâce à des systèmes de protection sociale plus inclusifs, à la durabilité écologique et à des stratégies visant à garantir un engagement fort des entreprises en leur apportant le soutien nécessaire pour protéger les emplois. Et, bien sûr, des plans sur la façon de faire la transition vers des secteurs stratégiques qui nous permettraient d'atteindre une plus grande durabilité environnementale et sociale.



Mme **Alicia Bárcena**,
Secrétaire exécutive, CEPALC



Sénatrice **Mónica Fernández**
(Mexique), Présidente du Sénat

Nous faisons notre part au Congrès mexicain ; l'action la plus pertinente que nous avons entreprise dans ces circonstances est sans doute la modification de notre Constitution afin d'avoir un article qui garantisse des programmes sociaux pour les personnes âgées et les personnes handicapées, ainsi que des bourses d'études pour les étudiants de tous niveaux, et la prestation de soins de santé. Au sein du sénat mexicain, nous sommes en train d'analyser les questions pertinentes et les réformes administratives pour lancer l'accord de libre-échange entre le Mexique, les États-Unis et le Canada le 1er juillet. Nous sommes également d'accord sur la nécessité d'ouvrir de nouveaux canaux de transparence et de dialogue avec les citoyennes et citoyens, et nous croyons en l'accès universel de base à un système de protection sociale géré par l'État, ce qui est un objectif à atteindre.

Nous avons mis de côté les différences entre les partis pour soutenir divers projets de loi répondant à cette crise, comme une loi d'urgence visant à protéger les Guatémaltèques des effets générés par la pandémie. Il s'agissait d'une réponse immédiate visant à lutter contre le stockage excessif et à superviser la surveillance des prix et la diffusion de l'information. En outre, nous avons adopté la loi de renflouement économique pour aider les familles et atténuer les effets de la crise économique, et nous avons accordé deux prêts pour la défense pénale publique, le ministère public et d'autres institutions judiciaires. En tant que parlementaires, nous avons également été chargés du contrôle des différents niveaux de l'exécutif, à la fois par le biais des commissions régulières du Congrès et des nouvelles commissions créées par les dirigeantes et dirigeants du Congrès dans le but de superviser et de soutenir les agences gouvernementales.



Membre du Congrès **Sofia Hernández** (Guatemala), première vice-présidente du Congrès



Cuba s'est basée sur sa loi de santé publique pour développer une stratégie comprenant plus de 500 mesures dans le cadre d'un système de santé gratuit et universel qui nous a permis de combattre et d'atténuer la pandémie de COVID-19 et ses effets, avec des membres de l'Assemblée nationale impliqués dans la mise en œuvre et le suivi de la stratégie. Le pays a mis en place des mesures économiques en faveur des travailleuses, des travailleurs et des entreprises, telles que des garanties salariales pour les personnes dont l'emploi a été affecté, des avantages fiscaux pour les entités économiques publiques et privées, le recours au travail à distance dûment compensé et l'ajustement de notre plan économique national pour l'année 2020. Nous évaluons également un ajustement potentiel de la loi sur le budget de l'État pour l'année en cours.



Membre de l'Assemblée nationale
José Luis Toledo (Cuba)



Membre de l'Assemblée nationale **Juan Guaidó** (Venezuela), Président de l'Assemblée nationale

La démocratie est toujours en jeu, et la façon de faire face à cette situation est d'avoir des institutions fortes et une démocratie au service du peuple. C'est là que les parlements ont un rôle clé dans le dialogue, dans la canalisation de cette demande sociale et dans la nécessité d'articuler des solutions avec les différentes branches du gouvernement afin d'aider notre population. Nous avons déterminé que le secteur vulnérable qui est en première ligne contre le virus est le secteur de la santé : aujourd'hui, une infirmière ou un infirmier gagne 4 dollars par mois au Venezuela, nous avons donc décidé d'une prime de santé directe pour ces travailleuses et travailleurs de première ligne.

Nos propositions incluent une relance économique durable et équitable en accord avec les Objectifs de développement durable de l'Agenda 2030, comme des lois en faveur de l'éducation, de la santé, de la micro-économie, des petites et moyennes entreprises, de l'économie informelle et de la réactivation économique. Nous incluons également les lois sur le télétravail mises en œuvre pendant la quarantaine dans le but de préserver les emplois, les partenariats public-privé, un système national pour les médicaments, des programmes pour l'éducation et la lutte contre la pauvreté multidimensionnelle, et la création du système national centralisé pour les urgences 911.



Membre de l'Assemblée nationale **Marcos Castellero** (Panama), Président de l'Assemblée nationale

RENFORCER LE CONTRÔLE POLITIQUE DE LA PANDÉMIE COVID-19

#ParlAmericasOPN #COVID19

THÈME : Contrôle, transparence, durabilité, genre, reprise économie

LIEU : Réunion virtuelle

DATE : 21 août 2020

PARTICIPANTS : Plus de 120 parlementaires et fonctionnaires des parlements de 17 pays



Cette activité s'aligne avec l'ODD 16.

La réunion virtuelle de ParlAmericas intitulée [Renforcer le contrôle politique de la pandémie COVID-19](#) et organisée par la Chambre des représentants de l'Uruguay, a réuni des parlementaires et des fonctionnaires des parlements pour discuter des défis et des bonnes pratiques associés au contrôle des réponses gouvernementales à la pandémie de COVID-19.

La réunion virtuelle a été inaugurée par le discours de bienvenue du représentant **Martín Lema** (Uruguay), président de la Chambre des représentants et hôte de l'événement, de la membre de l'Assemblée nationale **Elizabeth Cabezas** (Équateur), présidente de ParlAmericas, et de la sénatrice **Blanca Ovelar** (Paraguay), présidente du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas.



La discussion interparlementaire, modérée par la représentante **Silvana Pérez Bonavita** (Uruguay), a permis aux parlementaires et aux fonctionnaires des parlements de participer et de faire part de leurs commentaires sur les enjeux de contrôle et de transparence. Les participants ont également discuté du défi législatif de répondre à une pandémie sans précédent et en temps réel, en particulier dû au besoin de mesures accélérées qui, dans de nombreux pays, ont impliqué la déclaration d'un état d'urgence et de nombreux ordres exécutifs. Ce dialogue a également attiré l'attention sur l'équilibre nécessaire entre le contrôle et la collaboration avec le gouvernement, surtout en situation de crise.

La transparence de l'information a été mentionnée comme un prérequis essentiel pour un contrôle efficace, notamment en ce qui concerne l'accès à des données sanitaires précises et actualisées, essentielles pour éclairer la prise de décision dans

toutes les branches du gouvernement, et pour communiquer régulièrement cette information avec le public général afin de maintenir la confiance envers les institutions publiques. Des préoccupations concernant la propagation de fausses informations (que l'Organisation mondiale de la santé a qualifiée d'« infodémie ») ont émergé comme sous-sujet central sur l'accès à l'information, avec des réflexions sur le rôle du parlement pour contrer les informations fausses et trompeuses.



La réunion s'est terminée avec un discours de clôture du député **Javier Macaya** (Chili), qui a parlé de l'importance d'apprendre des expériences de différents comités parlementaires de la région dédiés au contrôle de l'action du gouvernement, qu'ils aient été créés suite à la pandémie ou avant. Il a insisté sur le fait que cette mission de contrôle vise le long terme : quand les pays commenceront à surmonter les périodes de crise les plus difficiles, les parlementaires devront continuer à examiner les plans de reprise gouvernementaux et à s'assurer qu'ils tiennent compte des impacts différenciés de la pandémie, sur les femmes et les populations vulnérables par exemple.

Un [rapport](#) détaillé sur cette réunion est disponible sur le site web de ParlAmericas.

Avant même la COVID-19, le parlement uruguayen avait décidé de renforcer la portée de ses fonctions de contrôle en raison d'une demande croissante du public pour plus de transparence et de responsabilité.



Représentant **Martín Lema** (Uruguay),
Président de la Chambre des Représentants et
hôte de la réunion



Considérations clés pour le contrôle parlementaire :

- Les comités parlementaires de la région jouent un rôle important dans l'exercice du contrôle des actions gouvernementales durant la pandémie de COVID-19, qui sera une mission sur le long terme étant donné le long chemin qui mènera la région à la récupération.
- Le contrôle pendant cette crise implique non seulement d'étudier les budgets, la politique budgétaire et l'affectation des ressources dans le secteur de la santé, mais aussi de promouvoir l'inclusion de considérations climatiques et sur l'égalité des genres dans les réponses politiques.
- Le contrôle suppose un équilibre entre le soutien au gouvernement dans ses réponses politiques en période de crise, et un contrepoids nécessaire pour garantir l'efficacité de ces politiques à traiter des problématiques centrales.
- Le double défi de la hausse des dépenses gouvernementales (et souvent de la dette publique) et de la baisse des recettes nécessite un examen budgétaire et une exploration de réformes budgétaires, comme des régimes fiscaux plus progressistes, étant donné les inégalités de revenu et de richesse historiques dans la région.
- La transparence et l'accès à l'information sont essentiels au contrôle effectif du pouvoir législatif et du public.
- La propagation de fausses informations (trompeuses ou fabriquées de toutes pièces) représente un grand défi pour toutes les branches du gouvernement dans leur réponse et leurs efforts de reprise.
- Bâtir la confiance du public envers la réponse et la récupération suite à la crise sanitaire et économique nécessite de communiquer clairement et rapidement avec le public et de lui permettre de participer au processus décisionnel.
- Une vigilance permanente est nécessaire pour assurer que les réponses tiennent compte de l'impact différencié de la pandémie sur les femmes, les foyers monoparentaux et les travailleurs du secteur informel, ainsi que sur les populations vulnérables ou historiquement marginalisées comme les peuples autochtones, les personnes afrodescendantes, réfugiées, déplacées dans leur pays, LGBTQ ou sans domicile fixe, et les populations carcérales.



Sénatrice **Blanca Ovelar** (Paraguay),
Présidente du Réseau pour un
parlement ouvert de ParlAmericas

L'urgente nécessité de relever les défis multiples et complexes créés par la pandémie exige que nous renforçons notre rôle dans le contrôle des actions de l'exécutif, dans le but de garantir la transparence, la responsabilité, l'honnêteté, l'éthique et l'intégrité du service public.

L'objectif du Comité spécial sur le changement climatique est de s'assurer que, premièrement, il soit bien compris que si le défi de COVID-19 est grand, le défi du changement climatique dans les années à venir est immense. Deuxièmement, nous voulons souligner que la reprise économique ne peut se faire au détriment de nos écosystèmes et que nous sommes dans cette situation aujourd'hui précisément parce que nous n'avons pas eu de plan durable de développement économique. Il est donc essentiel que nous dépassions cette fausse dichotomie entre croissance économique ou protection de l'environnement.



Membre du Congrès **Alberto de Belaunde** (Pérou)



Trois réunions [du groupe de travail] ont eu lieu jusqu'à présent et nous avons eu des rencontres de travail avec ... des chercheurs du Centre d'information géographique de l'Université nationale autonome du Mexique sur la propagation de la COVID-19 dans le temps et l'espace, afin de mieux comprendre comment il s'est propagé, dans quels contextes, et son effet sur les populations vulnérables. Une réunion a également eu lieu avec le Conseil national pour l'évaluation de la politique de développement social, qui a partagé des projections sur l'impact de la pandémie sur l'économie et les niveaux de pauvreté dans notre pays.



Sénatrice **Antares Vázquez**
(Mexique), membre du conseil de
ParlAmericas

PAS DE CONFINEMENT POUR LA TRANSPARENCE : LANCEMENT DE LA TROUSSE D'OUTILS SUR LA TRANSPARENCE LÉGISLATIVE

#ParlAmericasOPN #LegislativeTransparency

THÈME : Transparence législative

LIEU : Réunion virtuelle

DATE : 1^{er} octobre 2020

PARTICIPANTS : Plus de 100 parlementaires, fonctionnaires parlementaires et gouvernementaux, et représentantes et représentants de la société civile et d'organisations internationales provenant de 18 pays



Cette activité s'aligne avec l'ODD 16.

La réunion virtuelle « Pas de confinement pour la transparence : lancement de la Trousse d'outils sur la transparence législative » a été co-organisée par ParlAmericas, le Réseau pour la transparence et l'accès à l'information (RTA) et EurosociAL+ pour lancer leur publication [Trousse d'outils sur la transparence législative : concepts, outils et](#)

[bonnes pratiques](#). Cette rencontre a réuni des parlementaires, des fonctionnaires parlementaires et gouvernementaux, et des représentantes et représentants d'organisations internationales et de la société civile dans le but de présenter la publication aux parties prenantes d'Amérique et des Caraïbes, et pour leur exposer des bonnes pratiques pour appliquer ses concepts visant à promouvoir la transparence parlementaire et l'accès à l'information.

La réunion a été inaugurée par la sénatrice **Blanca Ovelar** (Paraguay), présidente du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas; le Dr **Gabriel Delpiazzo**, président du Conseil exécutif de l'Unité d'accès à l'information publique de l'Uruguay (UAIP); et Mme **Anna Herrero**, représentante de

la Direction générale du développement et de la coopération de la Commission européenne.

Suite à cela, il y a eu une présentation sur le processus participatif qui a permis d'élaborer cette boîte à outils, ainsi qu'un résumé de son contenu présentant un aperçu de cette ressource et l'importance d'appliquer ses concepts aux pratiques parlementaires. Cette présentation a été suivie d'une session sur l'intérêt de la publication du point de vue de trois intervenants, étant chacun un acteur impliqué dans le soutien de la transparence parlementaire : un parlementaire, un représentant d'une autorité nationale chargée de l'application de la transparence, et une organisation de la société civile. Il s'en est ensuivi une session sur une sélection de



bonnes pratiques de transparence législative figurant dans la boîte à outils, comme le [Portail de données ouvertes](#) en Argentine, la plateforme [Congrès 2030](#) du Paraguay pour le suivi des Objectifs de développement durable (ODD), la [diffusion de vidéos](#) des séances plénières et de comité en Espagne, et [les programmes d'apprentissage en ligne](#) sur le travail du Parlement du Royaume-Uni. Ces pratiques ont été explorées dans le contexte d'agendas plus larges pour un parlement ouvert et les participantes et participants ont commenté et posé des questions.

Cette réunion virtuelle s'est achevée avec les dernières interventions des partenaires du projet et le lancement officiel de la Trousse d'outils sur la transparence législative. Le [communiqué de presse](#) sur cette rencontre est accessible sur le site web de ParlAmericas.

En étant transparents et en facilitant l'accès à l'information publique, nous cherchons à renforcer l'intégrité publique et la qualité des politiques, et surtout à franchir une étape essentielle pour autonomiser le public et rapprocher fortement les politiques des besoins des citoyennes et citoyens qui exigent notre attention.



Sénatrice **Blanca Ovelar** (Paraguay),
présidente du Réseau pour un
parlement ouvert de ParlAmericas

[La Caja de herramientas tiene la] capacidad de incidencia ... con parlamentos más transparentes se logra mayor participación ciudadana y una mejor representatividad lo que redundo en una sociedad más democrática.



Dr **Gabriel Delpiazzo**, président du
Conseil exécutif de l'Unité d'accès à
l'information publique de l'Uruguay (UAIP)



La [Trousse d'outils sur la transparence législative](#) est le résultat d'une collaboration entre ParlAmericas, le RTA et EUROsociAL+. Elle offre un aperçu des principes et des concepts relatifs à la transparence et au droit à l'accès à l'information publique. Elle décrit également cinq outils pour la transparence législative tenant compte du genre et des ODD :

1. Transparence active;
2. Demandes d'accès à des informations publiques;
3. Données ouvertes;
4. Communication et accessibilité; et
5. Gestion des documents.



MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DU RÉSEAU PARLEMENTAIRE SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE



Chères et chers collègues,

La pandémie de COVID-19 et ses répercussions dévastatrices sur les populations et l'économie ont démontré la nécessité pressante de renforcer les actions en faveur d'objectifs

climatiques plus ambitieux, en s'assurant que les pays mettent à jour leurs Contributions déterminées au niveau national cette année, comme prévu dans l'Accord de Paris, afin de progresser vers des sociétés durables, résilientes et équitables. Conscients de notre responsabilité de mener des initiatives législatives pour faire avancer l'agenda climatique avec urgence et précision, ParlAmericas et le Réseau ont continué d'œuvrer pour soutenir les parlements durant ces temps de crise, en promouvant des mécanismes pour reconstruire en mieux après la pandémie.

Dans cette perspective, nous avons organisé plusieurs réunions virtuelles pour évaluer les réponses législatives et de politique publique dans la région visant une relance économique verte basée sur une transition juste. Ces sessions ont mis en évidence l'importance de tenir compte des évaluations d'impact de genre dans les réponses à la crise, l'intérêt de la planification à long terme et de l'investissement dans la résilience environnementale, la hausse de la fréquence des maladies zoonotiques causées par des activités humaines non durables, et que les impacts climatiques sur la société et l'économie seront plus importants que ceux de la pandémie de COVID-19.

Nous avons également eu le plaisir de dialoguer avec des parlementaires sur le sujet de la conservation marine dans le Pacifique Sud et de l'adoption de mesures favorisant la pêche durable et la protection des espèces marines en danger d'extinction, conformément aux normes internationales en vigueur. Nous avons aussi organisé, en collaboration avec le Bureau multipays de l'ONU Femmes pour les Caraïbes, une série de réunions dans les Caraïbes pour aborder la transversalisation du genre dans les plans nationaux pour la réduction des risques de catastrophe, en mettant l'accent sur la saison des ouragans durant la pandémie. Par ailleurs, ParlAmericas a apporté un appui technique à la mise en œuvre et le

suiwi parlementaire des progrès de l'Agenda 2030 et de son intégration dans les plans de relance verte au Mexique, au Panama et au Pérou.

Nous avons également terminé l'année en célébrant la 17e Assemblée plénière, Vers une économie circulaire, un thème essentiel pour dissocier la croissance économique de la dégradation de l'environnement, augmenter l'efficacité des ressources et promouvoir des modes de vie durables faibles en carbone. Pour appuyer ce dialogue, nous avons lancé le Guide sur les parlements écoresponsables, un outil pratique qui encourage l'adoption de stratégies visant à réduire ses émissions de gaz à effet de serre et à améliorer la durabilité globale de ses activités, et le Guide pour soutenir une reprise économique verte suite à la COVID-19, qui vise à soutenir le travail parlementaire en la matière.

Le Réseau a renforcé sa collaboration avec les Nations Unies et a participé à des forums internationaux en soulignant l'importance du travail parlementaire sur des sujets comme la réduction des risques de catastrophe, le renforcement de l'éducation, l'accès à l'information publique et la participation citoyenne en matière de changement climatique.

Je remercie toutes et tous les parlementaires pour leur participation et leurs contributions à ces activités, ainsi que les organisations internationales partenaires, en particulier le bureau de la CCNUCC, l'UNDRR, l'ONU Environnement, la CEPAL, l'APC et l'ONU Femmes, qui nous ont fait part de leurs connaissances et de leur temps précieux pour préparer ces activités et ces publications.

Cordialement,

Ana Belén Marín

Membre de l'Assemblée nationale, Équateur
Présidente du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas

.....
 SUIVEZ-MOI SUR TWITTER @ANITABELENMARIN

DES RÉPONSES DURABLES POUR UNE RÉCUPÉRATION ÉCONOMIQUE POST-COVID-19

#ParlAmericasGEN #ParlAmericasCC
#ParlAmericasSDG

THÈME : Récupération économique, égalité des genres, changement climatique

LIEU : Réunion virtuelle

DATE : 11 juin, 2020

PARTICIPANTS : Plus de 45 parlementaires et personnels parlementaires provenant de 13 pays



Cette activité s'aligne avec le ODD 5.

Cette réunion virtuelle sur [Des réponses durables pour une récupération économique post-COVID-19](#) a rassemblé des parlementaires et fonctionnaires des parlements des Amériques et des Caraïbes pour échanger avec des spécialistes, et discuter de réponses législatives et de politique publique promouvant une récupération économique durable et inclusive suite à la COVID-19, le tout en tenant compte des répercussions de la pandémie en fonction du genre, et en favorisant la réalisation de l'Agenda 2030.

Cette activité a été inaugurée par la membre de l'Assemblée nationale **Elizabeth Cabezas** (Équateur), présidente de ParlAmericas. L'honorable **Alicia Williams-Grant** (Antigua-et-Barbuda), présidente du Sénat, a modéré l'activité qui comprenait des présentations d'un

panel d'experts. Le dialogue a été enrichi par une série d'interventions de parlementaires, favorisant un partage des bonnes pratiques et de nouvelles délibérations sur les présentations.

Une période de discussion a suivi les présentations des intervenantes et intervenants pour permettre aux participantes et aux participants d'échanger sur les mesures de reprise économique mises en place dans leur pays, et de poser des questions aux spécialistes qui intervenaient. Lors de cette partie de la réunion, le public et les spécialistes ont parlé de la façon de mesurer l'efficacité des réponses publiques face à la crise, de la difficulté à accéder aux financements concessionnels plutôt qu'à des prêts pour réduire le niveau de la dette, et de l'importance d'investir dans la résilience environnementale.

Pour conclure la réunion, la parole a été donnée à la sénatrice **Saphire Longmore** (Jamaïque),

membre du Conseil de ParlAmericas, qui a réitéré l'importance de renforcer la collecte de données dans la région, de lutter contre la violence domestique et de présenter des politiques plus fortes en matière de congé parental, entre autres bonnes pratiques abordées. Elle a remercié les participantes et participants et les spécialistes pour leurs contributions enrichissantes, et a accepté la proposition de l'ambassadeur **Irwin LaRocque** d'organiser un dialogue avec les conseillères et conseillers principaux de la CARICOM, en partenariat avec le Secrétariat international de ParlAmericas.

Un [rapport](#) détaillé sur cette réunion est disponible sur le site Web de ParlAmericas.



Considérations clés :

- L'impact économique le plus important dans la région est causé par la perte de revenus liés au tourisme, qui est le plus grand secteur dans la plupart des économies des Caraïbes.
- Les pays caribéens sont fortement endettés et ont besoin d'accéder aux financements concessionnels plutôt qu'à des prêts, mais ces opportunités sont limitées car les aides au développement officielles sont concédées sur la base de critères liés au PIB par habitant.
- La planification et l'investissement sur le long terme en matière de résilience environnementale sont essentiels, particulièrement au vu de l'impact de la saison des ouragans dans la région des Caraïbes.
- Les données locales des pays caribéens confirment que les impacts de la pandémie de COVID-19 varient selon le genre dans des domaines comme le travail de soin non rémunéré, la perte d'emploi, la nutrition, le harcèlement sexuel et le travail domestique.
- Les femmes sont plus sévèrement touchées par la pandémie de COVID-19 et devraient être activement impliquées dans les réponses publiques, qui doivent intégrer des analyses comparatives sur les genres.
- Introduire des politiques plus fortes en matière de congé parental est essentiel pour alléger la charge inégale de la garde d'enfants subie par les femmes, en particulier durant cette crise.

Tout cela se déroule dans le contexte du début de la saison des ouragans. Le changement climatique n'a pas disparu à cause du COVID ... il faut prendre en compte la fragilité de nos économies, la fragilité de notre environnement, et nous permettre d'avoir accès à des financements concessionnels.



Ambassadeur **Irwin LaRocque**, secrétaire général, CARICOM

Alors que nous continuons à planifier et à mettre en œuvre des mesures de relance économique dans nos pays, rappelons-nous l'importance d'intégrer les principes de durabilité et d'égalité des genres discutés aujourd'hui. N'oublions pas non plus l'importance de poursuivre le dialogue dans la région. Des conversations comme celles-ci permettent l'échange de stratégies et de meilleures pratiques et offrent un lieu pour aborder les questions et les défis urgents auxquels nous sommes confrontés en tant que région.



Sénatrice **Sapphire Longmore** (Jamaïque), membre du conseil de ParlAmericas

Nous avons interrogé plus de 12 500 personnes dans les Caraïbes, et nous avons constaté qu'environ 47% des femmes ont perdu leur emploi pendant la pandémie, contre plus de 40% des hommes ; 22% des femmes ont souffert de la faim, contre 15% des hommes ; et 61% des ménages ont indiqué que les femmes étaient principalement chargées du nettoyage. Étant donné que la pandémie touche les femmes de manière disproportionnée et que les gouvernements prennent des mesures pour y faire face - du développement de vaccins aux programmes de protection sociale - nous devons faire entendre la voix des femmes et les représenter.



Mme **Therese Turner-Jones**, directrice générale, Département national du groupe des Caraïbes, Banque interaméricaine de développement (BID)

RECONSTRUIRE EN MIEUX : UNE REPRISE ÉCONOMIQUE VERTE ET DURABLE

#ParlAmericasCC #COVID19

THÈME : Assurer une voie vers une reprise économique verte post-Covid-19 pour un avenir durable et équitable

LIEU : Réunion virtuelle

DATE : 10 juillet 2020

PARTICIPANTS : Plus de 60 parlementaires et fonctionnaires des parlements de 14 pays



Cette activité s'aligne avec les ODD 5, 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 16.

La réunion virtuelle de ParlAmericas, organisée par la Chambre des députés du Chili, [Reconstruire mieux : une reprise économique verte et durable](#), a réuni des parlementaires, des fonctionnaires des parlements, ainsi que des expertes et experts thématiques dans le but de discuter de stratégies pour intégrer des considérations clés sur le changement climatique et l'environnement dans les plans de relance économique et contribuer à un changement de paradigme en faveur du développement durable.

La réunion virtuelle a été inaugurée par le président de la Chambre des députés **Diego Paulsen** (Chili), hôte de la réunion, et par la membre

de l'Assemblée nationale **Elizabeth Cabezas** (Équateur), présidente de ParlAmericas. La membre de l'Assemblée nationale **Ana Belén Marín** (Équateur), présidente pour l'Amérique du Sud du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas, a modéré la séance.

Au cours de leurs présentations, les panélistes ont parlé des domaines dans lesquels les gouvernements pourraient intégrer des solutions respectueuses du climat pour mieux reconstruire, de leur expérience de la gestion des risques de catastrophe et de la manière dont la structure des sociétés les influence. Ils ont également partagé des recommandations de politique climatique et les avantages que celles-ci pourraient apporter pour la relance, ainsi que la valeur des politiques qui favorisent la numérisation et le travail à distance.

La période de discussion a permis des échanges d'expérience animé entre les parlementaires et les fonctionnaires des parlements, et a offert un espace de réflexion sur les questions posées aux panélistes. Parmi les expériences partagées, les participants ont pu prendre connaissance des mesures climatiques adoptées au Mexique, au Canada et au Nicaragua. La discussion a également attiré l'attention sur d'autres défis, comme la gestion de l'augmentation des déchets générés par la pandémie. Le dialogue a également rappelé l'importance de l'Accord d'Ezcázú pour favoriser la participation du public et l'accès à l'information sur les questions relatives à l'environnement dans la région

La réunion s'est terminée par les réflexions de clôture de la membre de l'Assemblée législative **Paola Vega** (Costa Rica), vice-présidente pour l'Amérique centrale du Réseau sur le changement climatique de ParlAmericas, qui a appelé les participantes et participants à appliquer ce qu'ils avaient appris afin d'atteindre ensemble une relance verte.

Un [rapport](#) détaillé sur cette réunion est disponible sur le site Web de ParlAmericas.



Considérations clés :

- La fréquence des zoonoses (maladies d'origine animale) augmente en raison des activités humaines non durables, notamment l'intensification agricole, le changement d'affectation des terres, l'usage non durable des ressources naturelles, le changement climatique, entre autres facteurs (pour une liste complète, consulter le rapport du PNUE).
- La santé environnementale est inextricablement liée à la santé humaine ; les politiques doivent œuvrer pour la nature afin d'assurer la bonne qualité de l'air et de l'eau, la sécurité alimentaire et la prévention des épidémies.
- L'inaction face au changement climatique entraînera des impacts économiques, sociaux et environnementaux à l'échelle globale bien plus graves que ceux causés par la COVID-19. Il est impératif que les pays tirent parti de cette opportunité pour intégrer les considérations climatiques et environnementales aux plans de relance économique et alignent ceux-ci avec l'[Accord de Paris](#), le [Cadre de Sendai](#) et l'[Agenda 2030 pour le développement durable](#).
- Pour reconstruire mieux, les pays doivent s'assurer d'élaborer des plans de gestion des risques qui envisagent les risques naturels, mais aussi biologiques et anthropiques.
- En raison de la complexité des crises et des risques de catastrophe, il est nécessaire de s'assurer que la législation et les politiques qui s'attaquent à ces risques sont coordonnées et impliquent une gamme variée de parties prenantes.
- Une relance verte implique de penser à l'avenir à court et moyen terme ; d'investir et de soutenir des industries et des projets favorables au climat, ainsi que des politiques/législations qui s'efforcent de dissocier croissance économique et hausse des émissions de gaz à effet de serre ; et de favoriser les synergies entre le renforcement de l'économie et la fourniture de bénéfices sociaux afin de combler le fossé des inégalités.
- Pour parvenir effectivement à une relance verte, les parlements doivent travailler avec les autres pouvoirs et niveaux de gouvernement et avec le secteur privé. Ils doivent également s'appuyer sur leur fonction de représentation pour assurer que les besoins de leur base électorale sont satisfaits, et que les femmes, les peuples autochtones, les personnes afro-descendantes, les individus en situation de pauvreté, les jeunes, les personnes handicapées et d'autres groupes marginalisés sont inclus dans les processus de prise de décision.

Il est essentiel que les gouvernements s'engagent sérieusement en faveur des objectifs de développement durable des Nations unies, l'Agenda 2030, qui constitue une feuille de route pour la prochaine décennie garantissant le développement économique avec le bien-être social et l'équilibre environnemental. Cette transformation, loin d'arrêter la croissance économique, représente une opportunité pour un véritable développement équitable et la création de nouveaux emplois verts en Amérique latine.

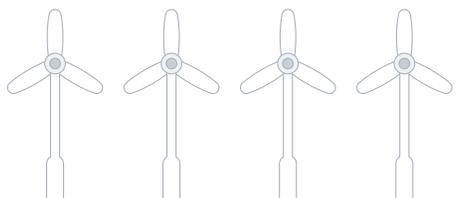


Président de la Chambre des députés **Diego Paulsen** (Chili), hôte de la réunion

Nous sommes actuellement à la croisée des chemins. Sans aucun doute, nos réponses et nos actions envers la COVID-19 peuvent définir si oui ou non nous atteindrons les objectifs climatiques et de développement durable. En tant que parlementaires, nous avons une grande responsabilité pour légiférer et exercer notre rôle de surveillance afin que ces efforts ne soient pas retardés et soient inclus dans les actions prises face à la pandémie actuelle.



Députée de l'Assemblée nationale **Ana Belén Marín** (Équateur), Présidente du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas



COVID-19 a déjà eu un lourd impact sur les pays, économiquement et socialement, et a suscité une importante réponse des gouvernements. Lorsque nous le comparons au changement climatique, nous parlons d'échelles complètement différentes, car le changement climatique va affecter le monde entier. Il va affecter toutes les économies, toute la nature ; tout sera affecté. Il s'agit donc d'une crise de plus grande ampleur. La capacité à répondre aux futures crises post-COVID-19 sera compromise par l'endettement futur et l'effondrement d'un système environnemental de moins en moins durable. C'est l'occasion de relancer l'économie en créant des emplois décents et en prenant en compte les populations les plus vulnérables.



M. **Leo Heileman**, Directeur, Bureau du PNUÉ pour l'Amérique latine et les Caraïbes



Nous devons faire les deux. Nous devons maintenir la COVID-19 à distance, car il pourrait y avoir des vagues secondaires, mais en même temps, nous devons planifier l'avenir. Nous devons mettre en place les politiques et les fondations, non seulement pour une économie à faible émission de carbone, mais aussi pour une reprise économique plus propre, plus équitable, plus inclusive, plus intelligente et plus résiliente, qui créera de nouveaux emplois, assurera une transition juste, [des formations aux emplois verts] pour les travailleurs, tout en atténuant la crise climatique que nous connaissons. La COVID-19 n'a pas brisé le système ; elle a révélé les failles du système. Il est évident qu'une croissance infinie n'est pas réelle et irréaliste ; la nouvelle économie doit tenir compte des lois naturelles et biologiques.



Sénatrice **Rosa Galvez** (Canada), vice-présidente pour l'Amérique du Nord du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas



SENSIBILITÉ AU GENRE ET RÉSILIENCE AUX CATASTROPHES PENDANT LA CRISE DE LA COVID-19

#ParlAmericasGEN #ParlAmericasCC
#COVID19

THÈME : Prise en compte de la dimension de genre dans la gestion du climat pour créer des sociétés résilientes et inclusives

LIEU : Réunion virtuelle

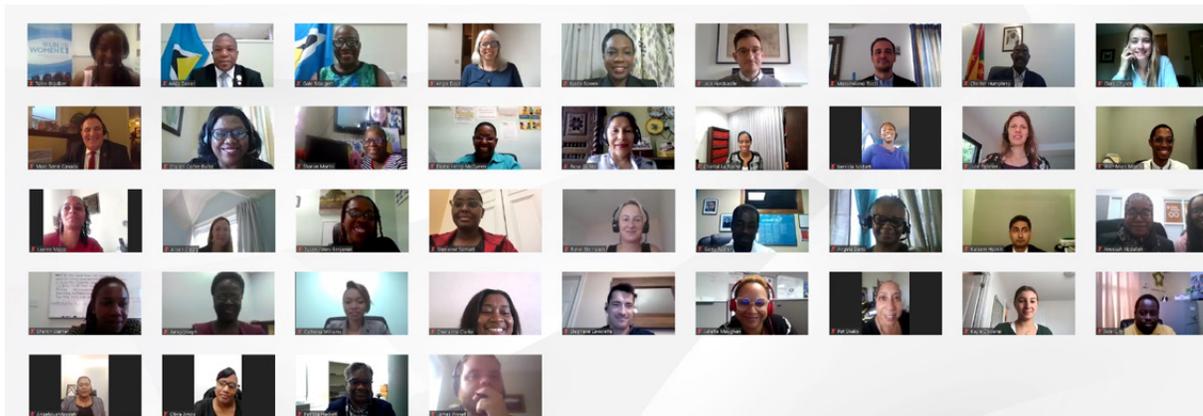
DATE : 22 juillet 2020

PARTICIPANTS : Plus de 85 parlementaires, fonctionnaires des parlements, membres des équipes techniques et représentantes et représentants de la société civile provenant de 15 pays



Cette activité s'aligne avec les ODD 5, 9, 10 et 13.

La réunion virtuelle sur le thème [Sensibilité au genre et résilience aux catastrophes pendant la crise de la COVID-19](#) a été organisée en collaboration avec le Bureau multipays pour les Caraïbes d'ONU Femmes et le Parlement de Sainte-Lucie. Elle a favorisé le dialogue entre parlementaires, fonctionnaires des parlements, membres des équipes techniques et représentantes et représentants de la société civile sur les inégalités de genre au niveau des impacts subis et des expériences vécues dans le cadre des situations d'urgence causées par divers risques. Elle a également examiné comment incorporer une perspective de genre aux mesures de prévention, d'intervention et de récupération afin d'assurer que les besoins différenciés qui surgissent soient satisfaits, dans l'objectif de renforcer la résilience aux catastrophes.



La réunion en ligne a été inaugurée par Mme **Tonni Brodber**, responsable adjointe du Bureau multipays (MCO d'après son sigle en anglais) pour les Caraïbes d'ONU Femmes ; l'hôte de la réunion, l'honorable **Andy Daniel** (Sainte-Lucie), président de l'Assemblée législative et vice-président pour les Caraïbes du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas ; et la membre de l'Assemblée nationale **Elizabeth Cabezas** (Équateur), présidente de ParlAmericas. L'honorable Dre **Gale Rigobert** (Sainte-Lucie), ministre de l'Éducation, de l'Innovation, des Relations de genre et du Développement durable a animé la réunion.

Les présentations informatives ont été suivies d'une période de discussion au cours de laquelle les participantes et participants ont partagé les bonnes pratiques mises en œuvre par leurs institutions respectives. Ils ont tiré des leçons des expériences des autres pays et partagé quelques approches adoptées pour faire face à la crise de la COVID-19. Les participantes et participants ont noté le lourd impact

économique de la pandémie et les niveaux croissants d'endettement de la région des Caraïbes, qui auront une grave incidence sur les efforts de résilience déployés pendant la saison des ouragans. Dans ce contexte, ils ont insisté sur la nécessité d'actualiser les réglementations concernant l'aide au développement officielle, car celles-ci peuvent empêcher les pays ayant un réel besoin (par ex. se remettant d'une catastrophe) d'accéder aux dons et ressources concessionnelles.

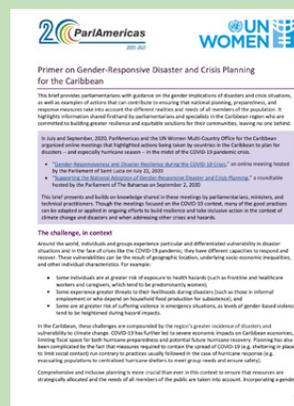
Après cette discussion fructueuse, la réunion s'est achevée par les discours de l'honorable **Chester Humphrey** (Grenade), Présidente du Sénat et vice-présidente pour les Caraïbes du Réseau parlementaire sur l'égalité des genres de ParlAmericas, et de Mme Tonni Brodber. Les deux oratrices ont souligné la nécessité d'une approche plus holistique de la résilience dans les Caraïbes, en vue d'atteindre les objectifs de développement durable et de réduire les inégalités dans la société qui exacerbent les vulnérabilités des Caraïbes aux catastrophes.

Considérations clés :

- Des facteurs socialement déterminés et d'autres caractéristiques identitaires ont une influence sur la vulnérabilité des individus aux catastrophes et aux autres situations de crise.
- Il est nécessaire de collecter des données désagrégées et de les utiliser pour informer les décisions politiques en reconnaissant les différences en termes de besoins, capacités, risques de catastrophes et impacts des catastrophes et du changement climatique sur les populations, notamment sur les femmes et les filles.
- Une budgétisation sensible au genre est un outil important pour s'assurer que la résilience aux catastrophes est atteinte en pratique pour toutes et tous.
- Une participation équitable en termes de genre est nécessaire dans la planification, l'intervention et la prise de décision face aux catastrophes.
- Les pays peuvent mettre en place pour l'avenir des plans de gestion des catastrophes qui incluent les risques biologiques/liés à la santé, et pas seulement les risques naturels/hydro-météorologiques.
- Faire face à des risques multiples en même temps (par ex. la COVID-19 et la saison des ouragans) exige une collaboration accrue entre les unités d'intervention traditionnelles et le secteur de la santé. Des équipements de protection individuelle (EPP) et des produits sanitaires, y compris de l'eau, seront nécessaires dans les refuges, ainsi que l'adhésion aux protocoles de distanciation sociale.
- ▶ Parmi les réponses aux catastrophes sensibles au genre, on peut citer : des protocoles qui tiennent compte des besoins des femmes et des filles, des formations abordant spécifiquement des considérations de genre, la garantie de la présence de femmes parmi le personnel d'intervention, la protection des femmes contre les situations d'exploitation, la prestation de services qui répondent aux besoins sanitaires et reproductifs des femmes, et une distribution inclusive des secours.
- La COVID-19 peut être vue comme une opportunité de renforcer la résilience en s'assurant que les cadres de gestion des catastrophes incluent des considérations de genre, que les biais et injustices systémiques soient remis en cause et que les économies intègrent des valeurs sociales et environnementales.

Cette réunion est la première d'une série prévue pour ParlAmericas et ONU Femmes MCO-Caraïbes pour travailler avec les décideuses et décideurs politiques et les parlementaires des Caraïbes pour soutenir leur adoption de mesures en cas de catastrophe sensibles au genre et résilientes.

Un [rapport](#) détaillé sur cette réunion est disponible sur le site Web de ParlAmericas.



Le 2 septembre 2020, ParlAmericas et le Bureau multipays d'ONU Femmes - Caraïbes ont organisé une session pour approfondir la réunion sur la Sensibilité au genre et résilience aux catastrophes. Cette session, intitulée [Soutenir l'adaptation nationale de la planification sensible au genre des catastrophes et des crises](#), a été accueillie par le Parlement des Bahamas et modérée par le

sénateur **Ranard Henfield**, vice-président pour les Caraïbes du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas. Elle a réuni des parlementaires, des ministres et d'autres représentantes et représentants nationaux désignés de la région dans le cadre d'une "table ronde" virtuelle afin de présenter et d'examiner les mesures concrètes prises dans leur pays pour atténuer la menace des ouragans dans le contexte de la pandémie de COVID-19 en respectant la dimension du genre.

Le document ParlAmericas-ONU Femmes "[Guide d'introduction à la planification sensible au genre des catastrophes et des crises dans les Caraïbes](#)" est un document d'information qui présente les connaissances et les bonnes pratiques partagées lors de cette table ronde. Ces lignes directrices pour l'action parlementaire sont pertinentes dans la prise de décision en réponse directe aux situations de crise dans les petits États insulaires en développement, et pour la construction de sociétés plus résilientes qui ne laissent personne de côté.

La pandémie touche différemment les femmes et les hommes au Canada et, comme nous l'avons mentionné, selon l'âge, la localisation, les origines autochtones, la profession et le statut d'handicap. Par exemple, les femmes représentent 82 % des travailleurs du système social et de soins de santé au Canada. Par conséquent, elles pourraient être plus exposées que leurs homologues masculins... De plus, depuis le début de la pandémie, de nombreuses personnes ont subi un alourdissement des tâches liées aux soins des enfants et des personnes âgées, à la scolarisation à domicile et aux responsabilités domestiques. Les femmes qui, au Canada comme dans la plupart des pays, consacraient plus de temps que les hommes au travail non rémunéré avant la pandémie sont disproportionnellement affectées par cet alourdissement.



Député **Marc Serré** (Canada), membre du conseil de ParlAmericas

Il est impossible d'être résilient aux catastrophes sans réfléchir à la façon dont les aléas impactent différemment nos vies. Nous ne sommes pas toutes et tous les mêmes ; en fait, toutes les femmes ne sont pas les mêmes. Comme l'a dit un jour Audre Lorde, 'Ce ne sont pas nos différences qui nous divisent. C'est notre incapacité à reconnaître, accepter et célébrer ces différences'. L'intégration de la dimension de genre dans la réponse humanitaire et le renforcement de l'autonomie et de la responsabilisation des femmes permettent d'obtenir de meilleurs résultats humanitaires. La planification, la préparation et l'atténuation des catastrophes en tenant compte des réalités vécues par les hommes, les femmes, les garçons et les filles constituent une programmation transformatrice basée sur le genre.



Mme **Tonni Brodber**, responsable du Bureau multipays pour les Caraïbes d'ONU Femmes

Les impacts sanitaires et économiques de la crise de COVID-19 ne peuvent être considérés isolément. Ces impacts se répercutent différemment sur des groupes de personnes différents, comme dans le cas d'autres catastrophes, de sorte que le renforcement de la résilience doit se concentrer sur la prise en compte, la réduction et, si possible, l'élimination de toutes les inégalités qui peuvent approfondir et créer des problèmes aggravés pour nous.



L'honorable Dre **Gale Rigobert** (Sainte-Lucie), ministre de l'Éducation, de l'Innovation, des Relations entre les genres et du Développement durable

Les objectifs de notre parlement, selon moi, doivent être d'établir un environnement non contradictoire et sensible au genre afin de mettre en place des mécanismes durables et non compétitifs pour une participation holistique et un renforcement des capacités. Ces mécanismes devraient inclure des programmes éducatifs, une assistance technique aux pays présentant des déficiences identifiées, une coordination et un soutien psychosocial, une formation aux soins de santé, ainsi que des protocoles et des procédures tenant compte de la dimension de genre.



L'honorable **Halson Moultrie** (les Bahamas), Président de la Chambre de l'assemblée



Merci

pour votre contribution à ParlAmericas en 2020.
Nous sommes impatients de poursuivre nos efforts
grâce à votre soutien constant!

L'ÉQUIPE DE PARLAMERICAS

Alisha Todd	Álvaro Terán	Anabella Zavagno
Andrea Marriaga	Christian Navarro	Deborah Novaes
Eilish Elliott	Emilie Lemieux	Emilio Rodríguez
Jack Melamed	Jennifer Mowbray	Lisane Thirsk
Maria Boada	María Inés Ramírez	Mariajosé Aguilera
Mateusz Trybowski	Natalí Casanova	



Secrétariat international de ParlAmericas

703 - 155 rue Queen, Ottawa, Ontario, K1P 6L1 Canada

Téléphone : + 1 (613) 947-8999

www.parlamericas.org | info@parlamericas.org

